

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE NOM

AU POINT DE VUE

De la Loi Civile Française et Roumaine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 14 Janvier 1908, à 2 h. 1/2

PAR

Dem. C. BAGDAD

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur
Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur*
 BARTIN, professeur

PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE NOM

AU POINT DE VUE

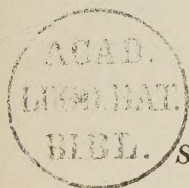
De la Loi Civile Française et Roumaine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 14 Janvier 1908, à 2 h. 1/2

PAR

Dem. C. BAGDAD



Président : M. PIÉDELIEVRE, professeur

*Suffragants { MM. MASSIGLI, professeur
BARTIN, professeur*

PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE NOM

Au point de vue de la Loi civile Française

INTRODUCTION

Notre nom, à celui qui l'évoque, c'est notre souvenir c'est notre image, c'est notre « moi ». Il nous dépeint en quelques syllabes comme le cadre, les couleurs, les mille nuances dépeignent un paysage.

Au nom de son père, l'orphelin voit le visage doux et, imposant du moribond : sa vie, ses vertus, ses exemples sont concrétisés. On lui parle de sa mère : il entend encore la douce voix qui le berça. A la pauvre maman le nom du bébé disparu rouvre la source de ses larmes. Le nom du fiancé empreint d'une aimable rougeur le front de la jeune fille. Mais aussi il attise la haine : le nom de l'ennemi fait vibrer l'offensé, sa haine farouche assoupie se réveille plus forte que jamais.

Il représente tout : le bon, le méchant, le courageux,

le poltron, le vertueux, le pervers, le juste et l'injuste ; il nous symbolise tous les sentiments humains. Il acquiert parfois une puissance terrible et redoutable : — Attila !... A ce nom tous les peuples consternés se précipitaient dans les églises et imploraient un secours surnaturel. Napoléon !..... Ces quatre syllabes enfantaient des prodiges, hypnotisaient des milliers de guerriers. Mais aussi Jésus, que ne représente pas pour l'enfant ce doux vocable ? Il lui représente tout ce que sa jeune imagination peut concevoir de merveilles, depuis les ouets de Noël aux palais enchantés. Pour l'âme croyante, pour le déshérité il est l'appui, le consolateur et l'espoir même au delà du tombeau.

Voilà ce que représentent quelques syllabes, quelques sons : le nom.

ORIGINE DU NOM

Dès que les hommes se réunirent, il devint nécessaire de les différencier les uns des autres, de les individualiser, afin de leur rapporter leurs actes. C'est de cette nécessité que naquit le nom.

Mais s'agissait-il encore de trouver le nom car, une appellation, c'est-à-dire quelques sons, ne se fussent pas gravés très facilement dans la mémoire ; aussi pour faciliter sa tâche ils lièrent au nom une idée, un fait, une caractéristique quelconque pouvant lui servir d'aide mnémotechnique : c'était le *nom significatif*.

Les recherches étymologiques démontrent suffisamment l'observation faite qu'originellement les noms étaient significatifs.

Nous voyons par l'exemple suivant, pris dans l'intéressante étude de M. Eusèbe de Salverte, l'idée présider à la formation du nom : Les Achéens ayant quitté la Phthiotide pour s'établir à Argos, leur chef Archandros imposa à son fils le nom de *Metamaste* (émigré) (1).

1. Eusèbe de Salverte. *Essai sur les noms d'hommes, de peuples, de lieux*.

La tradition hébraïque nous rapporte que *Moïse* (sauvé des eaux) fut nommé ainsi dans les circonstances suivantes : ses parents contraints de l'abandonner, à cause d'un édit du roi égyptien Pharaon, le placèrent dans une corbeille qu'ils déposèrent sur les eaux du Nil ; il advint que la fille du roi et sa suite l'aperçurent et le sauvèrent. Celle-ci l'adopta et l'appela en souvenir Moïse.

Dans la même tradition nous trouvons que *Esaü* (le roux) fut appelé ainsi parce qu'en naissant il avait la peau rousse.

Nous empruntons à M. de Salverte le passage suivant, qui caractérise le besoin de lier une idée au nom :

« Les indigènes de l'Amérique Septentrionale donnent un nom tiré de leur propre langue à l'étranger digne de fixer leur attention ; le nom qu'il porte dans son pays ne le désigne point assez pour eux, parce qu'il ne leur rappelle aucune idée qu'ils puissent associer à sa personne. »

Le sultan de Mascate, prenant pour médecin un Italien, lui demande comment il s'appelle. — *Vincenzo*. — Je ne comprends pas ; dis-moi la signification de ce mot en arabe. L'Italien le traduit par *Mansour* (victorieux) et le prince, charmé de l'heureux présage attaché à cette dénomination, n'appelle plus son médecin que *Cheïk Mansour*.

Nous venons de voir l'origine du nom chez les peuples primitifs ; suivre l'histoire du nom chez tous les peuples

nécessiterait une exposition trop vaste pour trouver place dans ce cadre, nous allons donc nous borner à suivre le nom et son évolution en France.

LE NOM ET SON ÉVOLUTION EN FRANCE

Au début, les Gaulois portèrent le nom individuel et unique, puis la conquête de Jules César leur communiqua l'usage du nom romain (1). Les Francs, au iv^e siècle, envahirent la Gaule et de nouveau importèrent dans ce pays le nom unique, qui subsistait chez eux comme chez tous les peuples primitifs.

Mais, dès que leur société progressa et que les rapports des individus entre eux se multiplièrent, les noms, uniques et individuels ne suffisaient plus à leur rôle, c'est-à-dire d'individualiser les personnes, car, nommant les individus d'après une idée, un fait, une caractéristique, toujours significatifs, il advint par l'augmentation de la population que le même nom fut nécessairement donné à plusieurs personnes — les caractéristiques des individus ne progressant pas comme la population. La confusion devenant possible entre gens de même nom, la coutume inventa le système de faire suivre le nom de chacun d'un surnom destiné à le distinguer de ses homonymes possibles.

Le système des noms doubles n'étant apparu qu'avec la nécessité créée par l'augmentation des populations et

1. Les éléments du nom romain étaient : *Le nomen* ou *gentilitium*, porté par tous les membres de la famille (gens) ; *le prænomen* propre à chaque individu ; *le cognomen*, qui, personnel au début, finit par devenir héréditaire et, servit à distinguer les différentes branches d'une même gens.

le développement des relations civiles et commerciales, il nous est bien difficile d'indiquer une date exacte de son apparition. D'après la majorité des auteurs c'est vers le ^xⁱ siècle qu'il faut placer la généralisation des surnoms adjoints au nom primitif. Il est un fait digne de remarque, qu'antérieurement à cette date il existait des surnoms (Pépin le Bref, Hugues Capet, Louis le Pieux, etc...) mais il n'y avait là que des faits isolés indépendants de toute règle.

Comme les noms primitifs auxquels ils s'ajoutèrent, les surnoms furent tirés des qualités physiques et morales de l'individu ou de circonstances diverses, ainsi :

Du nom du fief possédé : Philippe possesseur du fief de Bourgogne devint Philippe de Bourgogne.

Du nom de la fonction et de la profession : Labbé, Sergent, Prévot, Charpentier, Boulanger, etc.

De la couleur des cheveux : Leblond, Lebrun, Lerooux, etc.

Du pays d'origine : Lenormand, Breton, Lallemand, etc.

Des infirmités on en fit un thème inépuisable : Borgne, Boiteux, Manchot, etc.

Les caractéristiques de la taille fournirent également un nombre considérable de surnoms : Legrand, Petit, Gros, Menu, Long, Court, etc., etc.

Le second nom (le surnom) à sa création était personnel, mais fut plus tard transformé en surnom héréditaire appelé aujourd'hui « le nom patronymi-

que ». Quant au premier nom il resta toujours individuel et constitue le prénom d'aujourd'hui.

En recherchant l'origine de la patrimonialité du nom, nous trouvons, ainsi que M. Coste (1), qu'elle a pris naissance dans les coutumes nobiliaires et féodales. La proclamation par le Capitulaire de Quercy en 877 du principe de l'hérédité des fiefs fut le point de départ de la réforme qui fit du sobriquet personnel le surnom héréditaire — le nom patronymique d'aujourd'hui.

Fatalement il devait en être ainsi pour les nobles, car leurs surnoms dérivant de leurs fiefs et les fiefs devenant héréditaires il en résulta pour leurs descendants, qui en devenaient possesseurs, une homogénéité de surnoms. La continuation du même nom dans une même famille en fit méconnaître les causes et le nom fut considéré comme un droit acquis hors de tout fait de possession, au début absolument nécessaire.

Quant aux surnoms des classes roturières ils devinrent eux-mêmes héréditaires, par imitation de l'exemple des nobles. L'avantage que présente cette réforme, permettant de désigner par le même nom toutes les personnes unies par un lien de parenté, ne fut sans doute pas étranger à l'adoption de cette mesure.

En trouver une autre explication il serait bien difficile sinon impossible.

Vers le ^{xiii}^e siècle l'évolution était achevée. L'histo-

1. Coste : *Le nom des personnes au point de vue civil.*

rien Mézerai rapporte qu'à la fin du règne de Philippe Auguste les familles commencèrent à avoir des noms fixes et héréditaires (1).

Nous venons de voir que le nom patronymique, auparavant surnom, est devenu héréditaire, mais n'était soumis à aucune règle de fixité. Rien n'empêchait le titulaire de le changer ou de le modifier à sa guise, ainsi que le constate La Roque (2). Le droit de disposer du nom, d'en faire l'objet d'un legs ou même d'une donation entre vifs ; — chez les nobles les règles qui présidaient au partage des successions ; — chez les roturiers le désir d'abandonner un nom ridicule ou insignifiant ; l'envie, à défaut de noblesse authentique, de s'attribuer une origine nobiliaire, par l'emploi de la particule — idée fausse comme nous le verrons plus tard — furent autant d'empêchements à la fixité du nom.

Du manque de fixité du nom résultaient de graves inconvénients, tels que : impossibilité de punir la fraude ; difficultés énormes de l'établissement des généalogies pour les successions, ce qui nécessita l'intervention du pouvoir royal.

Henri II, par l'*ordonnance d'Amboise du 26 mars 1555*, interdit les changements de nom sans lettres de dispense et de permission du roi à peine de mille livres

1. *Précis de l'histoire de France, t. I.*

2. G. A. de La Roque. *Traité de l'origine des noms, et surnoms.*

d'amende, d'être puni comme faussaire et d'être privé de tout degré et privilèges de noblesse (1).

La mesure resta lettre muette.

L'ordonnance de Blois (1579) qui la renouvela (2) ne fut pas plus efficace.

Louis XIII par l'*ordonnance de 1629*, plus connue sous le nom de *Code Michaud* (3), obligeait les gentilshommes et autres de signer leurs actes de leur nom patronymique et non des noms de seigneuries à peine de nullité desdits actes et contrats (4).

Le *Code Michaud* eut presque le même sort que les précédentes ordonnances.

Le décret du 19 juin 1790 supprima les titres de noblesse (5) et interdit toute modification pouvant changer le nom de famille (6).

1. *Ordonnance d'Amboise du 26 mars 1555.*

2. *Ordonnance de Blois 1579.*

3. L'ordonnance de 1629 a été appelée, par dérision, *Code Michaud*, du nom de son auteur principal, le chancelier Michel de Marillac.

4. *Code Michaud.*

ART. 211. — Enjoignons aux gentilshommes de signer du nom de leurs familles et non de celui de leurs seigneuries en tous actes et contrats qu'ils feront, à peine de nullité desdits actes et contrats.

5. *Décret du 19 juin 1790.*

ART. 1^{er}. — La noblesse héréditaire est pour toujours abolie. En conséquence les titres de prince, duc, comte, marquis, vicomte, vidame, baron, chevalier, messire, écuyer, noble et tous autres titres semblables ne seront ni pris par qui que ce soit, ni donnés à personne.

6. *Décret du 19 juin 1790.*

ART. 2. — Aucun citoyen ne pourra prendre que le vrai nom de famille.

Toute contravention aux dispositions précédentes fut déclarée passible d'une amende égale à six fois la valeur de la contribution mobilière sans déduction de la contribution foncière. En outre ceux qui auront commis ce délit seront déclarés incapables d'occuper aucun emploi civil ou militaire (1).

Un décret en date du 24 brumaire an II (14 novembre 1793) inspiré par le désir de la citoyenne Goux qui voulait troquer son nom contre celui de Liberté, modifia les précédentes dispositions et laissa à chacun le droit de choisir le nom qu'il lui plairait, sauf à se conformer aux formalités prescrites qui consistaient simplement en une déclaration devant la municipalité du domicile (2).

1. *Décret du 27 septembre 1791.*

ART. 1^{er}. — Tout citoyen français qui, à compter du jour de la publication du présent décret, inscrirait dans ses quittances, obligations, promesses et généralement dans tous ses actes quelconques quelques-unes des qualifications supprimées par la constitution ou quelques-uns des titres ci-devant attribués à des fonctions qui n'existent plus, sera condamné par corps à une amende égale à six fois la valeur de sa contribution mobilière, sans déduction de la contribution foncière.

Lesdites qualifications ou titres seront rayées par procès-verbal des juges du tribunal, et ceux qui auront commis ce délit contre la constitution seront condamnés en outre à être rayés du tableau civique et seront déclarés incapables d'occuper aucun emploi civil ou militaire.

2. *Décret de la Convention nationale du 24 brumaire an II...* Sur la proposition faite d'approuver le nom de Liberté décerné à la citoyenne Goux, la Convention nationale la renvoie pardevant la municipalité de son domicile

Mais les termes de la loi du 24 brumaire an II eurent une conséquence singulière et inattendue : Les charlatans en profitèrent pour s'appeler des plus grands noms de l'antiquité grecque ou romaine.

Pour couper court à ces abus, *le décret du 6 fructidor an II* (23 août 1794) fut voté.

Dans son article premier il est dit que tout citoyen ne peut prendre d'autres nom et prénoms que ceux inscrits dans son acte de naissance. Puis, obligation était faite à ceux qui avaient changé leur nom en vertu de la loi de brumaire an II, d'avoir à le reprendre (1).

Les pénalités sévères qui sanctionnaient l'observation de la loi — emprisonnement de six mois et amende égale au quart du revenu, ainsi que la dégradation civique en cas de récidive (2), ne lui assurèrent cependant point une efficacité complète.

actuel, pour y déclarer le nouveau nom qu'elle adopte en se conformant aux formes ordinaires.

Enfin, sur la proposition faite qu'il soit défendu à tout citoyen de prendre pour nom ceux de Liberté et Egalité, la Convention nationale passe à l'ordre du jour sur cette proposition, motivé sur ce que chaque citoyen a la faculté de se nommer comme il lui plaît, en se conformant aux formalités prescrites par la loi.

1. *Décret du 6 fructidor an II.*

ART. 1^{er}. « Aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénoms autres que ceux exprimés dans son acte de naissance ; ceux qui les auraient quittés seront tenus de les reprendre. »

2. *Décret du 6 fructidor an II.*

ART. 3. — « Ceux qui enfreindraient les dispositions des

Une loi du Directoire du 19 nivôse an VI (8 janvier 1798) dut intervenir pour rappeler les dispositions qu'elle contenait (1).

La loi du 11 germinal an XI (1^{er} avril 1803) eût pour objet de régler le choix des prénoms et les changements de nom.

Sur le premier point la loi dispose, dans son article premier, que seront seuls désormais admis comme prénoms « les noms en usage dans les différents calendriers et ceux des personnages connus de l'histoire ancienne (3).

Sur le deuxième point la loi prescrit que ceux qui auraient à demander une modification, motivée par une inexactitude ou une omission dans les noms relevés sur les registres de l'état civil, devront s'adresser pour la

deux articles précédents seront condamnés à six mois d'emprisonnement et à une amende égale au quart de leur revenu. La récidive sera punie de la dégradation civique.

1. *Loi du 19 nivôse an VI.*

Le Directoire exécutif, après avoir rappelé les dispositions de la loi du 6 fructidor an II, arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les commissions du Directoire exécutif près les administrations centrales et municipales, près les tribunaux civils, criminels et correctionnels, sont chargées de dénoncer aux officiers de police judiciaire toute contravention aux articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7 de la loi du 6 fructidor an II.

ART. 2. — Ils sont pareillement chargés de dénoncer aux accusateurs publics les officiers de police judiciaire qui ne poursuivraient pas les contrevenances et de requérir qu'ils soient eux-mêmes poursuivis conformément aux dispositions des articles 284 et suivants du Code des délits et des peines.

3. *Lois du 11 germinal an XI.*

ARTICLE PREMIER. — « A compter de la publication de la

rectification aux tribunaux civils. Quant à ceux qui, sans aucun droit, désireraient changer leur nom, ils devraient en faire la demande au gouvernement qui seul peut dispenser cette faveur (1).

Cette loi, n'ayant pas été abrogée, est encore actuellement en vigueur, et c'est à elle que nous nous rapporterons dans la suite quand nous passerons à l'étude du nom et du prénom.

La loi du 11 germinal an XI, qui mettait comme principe la fixité du nom, ne répondit pas à toutes les nécessités sociales, car il y avait des étrangers qui n'étaient pas soumis à ses prescriptions. Aussi pour remédier à cet état de choses, le gouvernement fit paraître plusieurs décrets, que nous allons étudier.

Les juifs, pour échapper à la fois à toutes les charges publiques et à l'accomplissement des obligations pri-

présente loi les noms en usage dans les différents calendriers, et ceux des personnages connus de l'histoire ancienne, pourront seuls être reçus comme prénoms sur les registres de l'état civil destinés à constater la naissance des enfants et il est interdit aux officiers publics d'en admettre aucun autre dans leurs actes.

1. *Loi du 11 germinal an XI.*

ART. IV. — Toute personne qui aura quelque raison de changer de nom, en adressera la demande motivée au gouvernement.

ART. IX. — Il n'est rien innové, par la présente loi, aux dispositions des lois existantes relatives aux questions d'Etat entraînant changement de nom, qui continueront à se poursuivre devant les tribunaux dans les formes ordinaires.

vées, changeaient continuellement de nom. Leur procédé consistait généralement à prendre le nom des villes où ils séjournèrent. Pour soumettre ces juifs aux lois communes l'empereur Napoléon fit paraître *le décret en date du 20 juillet 1808*, par lequel il enjoignait aux sujets de son empire qui n'avaient pas de nom de famille et de prénoms fixes d'avoir à en adopter, dans les trois mois, conformément à la loi du 11 germinal an XI et d'en faire la déclaration par devant l'officier de l'état civil de la commune où ils étaient domiciliés. Défense leur était faite de choisir comme nom de famille des noms de ville ou des noms tirés de l'Ancien Testament (1).

Les consistoires devaient faire connaître à l'autorité civile ceux de leur coreligionnaires qui n'auraient pas rempli les formalités du décret dans le délai fixé (2).

La sanction consistait pour ceux qui n'auraient pas rempli lesdites formalités, dans le délai prescrit, dans

1. *Décret du 20 juillet 1808*, concernant les juifs qui n'ont pas de noms de famille et de prénoms fixes.

ART. 1^{er}. — Ceux des sujets de notre empire qui jusqu'à présent n'ont pas eu de nom de famille et de prénoms fixes, seront tenus d'en adopter, dans les trois mois de la publication de notre présent décret et d'en faire la déclaration par devant l'officier de l'état civil de la commune où ils sont domiciliés.

2. *Décret du 20 juillet 1808*.

ART. 3. — Ne seront admis comme noms de famille aucun nom tiré de l'Ancien Testament ni aucun nom de ville.

l'expulsion du territoire de l'empire. Quant à ceux qui dans quelques actes publics ou quelques obligations privées, auraient changé de nom arbitrairement, sans s'être conformés aux dispositions de la loi de l'an XI, seront punis conformément aux lois et même comme faussaires suivant la gravité du cas (1).

Par le décret du 18 août 1811, les habitants des pays conquis furent également soumis aux prescriptions suivantes :

Prendre des prénoms et un nom de famille qui ne fût pas un nom de ville et en faire la déclaration devant l'officier de l'état civil de la commune où ils sont domiciliés (2).

Pourront être pris comme prénoms ceux autorisés par la loi du 11 germinal an XI.

ART. 4. — Les consistoires, en faisant le relevé des Juifs de leur communauté, seront tenus de justifier et de faire connaître à l'autorité s'ils ont individuellement rempli les conditions prescrites par les articles précédents.

I. *Décret du 20 juillet 1808.*

ART. 7. — Les Juifs qui n'auraient pas rempli les formalités prescrites par le présent décret et dans les délais y portés, seront renvoyés du territoire de l'empire : à l'égard de ceux qui, dans quelque acte public ou quelque obligation privée auraient changé de nom arbitrairement et sans être conformés aux dispositions de la loi du 11 germinal, ils seront punis conformément aux lois, et même comme faussaires, suivant l'exigence des cas.

2. *Décret du 18 août 1811.*

ART. 11. — Ceux de nos sujets des départements de la ci-devant Hollande, des Bouches-de-Rhin, des Bouches-de-

De même *une loi en date des 23-24 mars 1882*, obligeait les Musulmans d'Algérie à faire choix d'un nom patronymique.

La loi de 1882 conféra le choix du nom à l'ascendant mâle de la ligne paternelle. En son absence ce droit d'option revenait à l'oncle paternel et à son défaut au frère aîné (1).

Dans le cas où la famille ne se composerait que de femmes le droit de choisir le nom patronymique suit les mêmes règles que lorsque la famille comprend des individus mâles.

l'Escaut et de l'arrondissement de Breda, qui jusqu'à présent n'ont pas eu de nom de famille et de prénoms fixes seront tenus d'en adopter dans l'année de la publication de notre présent décret, et d'en faire la déclaration par devant l'officier de l'Etat civil de la commune où ils sont domiciliés.

ART. 2. — Les noms de villene seront point admis comme noms de famille. Pourront être pris comme prénoms ceux autorisés par la loi du 11 germinal an XI.

1. *Loi du 23-24 mars 1882.*

ART. 3. — Chaque indigène n'ayant ni ascendant mâle dans la ligne paternelle, ni oncle paternel, ni frère aîné, sera tenu de choisir un nom patronymique, lors de l'établissement du registre matrice. Si l'indigène a un ascendant mâle dans la ligne paternelle, ou un oncle paternel ou un frère aîné, le choix du nom patronymique appartient successivement au premier, au deuxième, au troisième. Si l'indigène auquel appartiendrait le droit de choisir le nom patronymique est absent de l'Algérie, le droit passe au membre de la famille qui vient après lui. S'il est mineur le droit appartient à son tuteur.

En cas d'abstention, le commissaire donnerait lui-même le nom (1).

1. *Loi du 23-24 mars 1882.*

ART. 4. — Dans le cas où la famille qui doit être comprise sous le même nom patronymique ne se composerait que de femmes, le droit de choisir le nom patronymique appartient à l'ascendante, et, à défaut d'ascendante à l'aînée des sœurs, conformément au principe posé par l'article 3.

ART. 5. — En cas de refus ou d'abstention de la part du membre de la famille auquel appartient le droit de choisir le nom patronymique, ou de persistance dans l'adoption du nom précédemment choisi par un ou plusieurs individus, la collation du nom patronymique sera faite par le commissaire à la constitution de l'Etat civil.

DÉTERMINATION DU NOM DES PERSONNES

Le nom des Français, tel qu'il est aujourd'hui, se compose obligatoirement de deux éléments : *le prénom et le nom de famille ou nom patronymique*.

Ceci résulte de l'article 1^{er} du décret du 6 fructidor an II(1) ainsi que des autres dispositions légales dans lesquelles le législateur exige que l'identité de l'individu soit manifestée par son nom patronymique et par ses prénoms.

A côté de ces deux éléments essentiels il existe encore d'autres dénominations ayant pour but ou d'établir plus nettement l'identité, ou, au contraire, de la cacher dans certaines circonstances.

C'est le titre de noblesse, le surnom et le pseudonyme.

Nous ne dirons rien en ce qui concerne le titre de noblesse, qui, à lui seul, fournirait de très longues et intéressantes études.

1. Décret du 6 fructidor an II.

ART. 1^{er} : Texte cité, p. 16.

Nous ferons seulement remarquer que la particule n'est pas l'indice de la noblesse, comme soutient M. de Semainville (1).

La particule constitue une partie intégrante du nom ; hors de ce nom elle n'a aucune valeur. Sa présence ne signifie autre chose que la filiation ou encore le lieu d'origine ou d'habitation.

Le préjugé vulgaire, qui attribue à la particule la qualité nobiliaire prend naissance au début de la féodalité, car à cette époque seuls les nobles possédaient des fiefs, dont le nom s'ajoutait à celui du possesseur, en le liant par une particule. Mais l'emploi de la particule ne constituait pas un droit spécial à la noblesse, car beaucoup de noms de roturiers comprenaient également la particule « de » « du » « des » provenant de l'addition à leur prénom du nom de leur origine ou de leur habitation.

Nous voyons donc qu'il n'y avait dans la signification de la particule d'autre différence, que « *chez les nobles elle dérivait de la possession* (génétif latin), *tandis que chez les roturiers la particule indiquait le lieu d'origine ou d'habitation* (ablatif latin) ».

Qui pourrait aujourd'hui en faire la distinction ?

Ce préjugé partagé par les rois — qui, comme moyen d'anoblissement concédaient la particule (2) — nous

1. *Codé de la noblesse française*, l. III ch. XII, § 4.

2. Louis XI en 1474, Henri IV en 1596, Louis XIII en 1613, l'accordèrent par lettres patentes, le premier à Jean

prouve qu'ils étaient tombés eux-mêmes dans l'erreur commune, car en droit la particule n'a aucune valeur.

Le surnom

Le décret du 6 fructidor an II, 23 août 1794, en vue d'obtenir la fixité dans l'Etat civil des citoyens, interdit l'usage du surnom. Toutefois il a consacré le maintien légal du surnom porté à l'époque de sa promulgation, lorsqu'il avait servi jusque-là à distinguer les divers membres d'une même famille, mais cela à condition qu'il ne rappelle pas les qualifications nobiliaires ou féodales (1).

Ce que la loi de fructidor défend c'est l'addition directe du surnom au nom sans aucun intermédiaire, ou, l'emploi seul du surnom, ce qui constituerait un changement de nom. Néanmoins on peut l'utiliser à la condition qu'il soit séparé du nom patronymique par le mot « dit » ou « surnommé ».

Le pseudonyme.

On appelle pseudonyme le nom de fantaisie dont se servent les particuliers qui veulent accomplir certains

Decaumont, le second à Jean Loir, le troisième à Ambroise Vic.

1. Décret du 6 fructidor an II.

ART. 2. — Il est également défendu d'ajouter aucun surnom à son nom propre, à moins qu'il n'ait servi jusqu'ici à distinguer les membres d'une même famille, sans rappeler les qualifications féodales ou nobiliaires.

actes de leur vie politique, littéraire, artistique, sans dévoiler leur personnalité au public (1).

Le pseudonyme diffère du surnom par deux points :

a) Il est toujours choisi par le titulaire ;

b) Il ne peut être employé que dans des circonstances particulières (littérature, journalisme, théâtre, etc.), en dehors desquelles son usage est interdit.

L'origine du pseudonyme provient de l'habitude que prenaient autrefois les hommes de guerre de dissimuler, sous un nom d'emprunt, leur identité, aux yeux de leurs chefs et de leurs camarades, afin de mettre à l'abri de toute tache leur nom patronymique que le déshonneur d'une faute militaire aurait pu atteindre.

Probablement c'est de cette origine, dit M. Robert (2), que vient l'usage d'appeler « nom de guerre » les noms sous lesquels les individus s'efforcent de dissimuler leur véritable personnalité.

Dans le métier militaire, en vertu de la loi du 13 mai 1793, son usage n'est plus toléré qu'à la légion étrangère, mais l'emploi du pseudonyme a passé dans le monde des lettres et des arts.

Ecrivains, sculpteurs, peintres, artistes dramatiques surtout, désirant voir leurs noms échapper aux impressions fluctuantes de l'opinion publique, signent leurs œuvres de noms fantaisistes. Arouet devient Voltaire ;

1. *Pandectes françaises. Répertoires*, t. 41, n° 265, p. 836.

2. Robert. *Du nom des personnes*.

Poquelin se fait appeler Molière, Thibaud est connu sous le nom d'Anatole France. Lucien Viaud sous celui de Pierre Loti. « Un témoin de la vie de Victor Hugo », signature sous laquelle a paru le curieux livre qui retrace la vie du grand poète jusqu'à la fin du règne de Louis-Philippe, n'est autre que M^{me} Hugo, propre femme de l'auteur de Ruy-Blas (1).

Il convient de remarquer qu'il ne faut pas prendre comme pseudonyme le nom d'une famille existante — ses membres pouvant intenter une action en dommages et intérêts pour le préjudice causé par l'emploi de leur nom.

1. Charles de Joliet. *Les pseudonymes du jour*.

LE PRÉNOM

Le prénom c'est le nom primitif complété plus tard, dans un but de précision, par le surnom.

Jusqu'en 1792 le prénom actuel s'appela « nom de baptême » (1) à raison de la coïncidence de son imposition avec cette cérémonie. Cette coïncidence toutefois n'a existé que du jour où le baptême a pu être donné à toute époque, ce qui remonte au temps du pape Grégoire VI (1045), car pendant longtemps le baptême ne fut conféré qu'à des adultes et si à partir de Constantin il fut donné à des enfants en bas âge, ce n'était qu'à des époques fixes de l'année — à Pâques ou à la Pentecôte — le prénom était au contraire toujours indiqué peu de jours après la naissance.

Le Christianisme réglementa le premier le prénom, en ordonnant son choix dans le martyrologue chrétien.

Pendant la tourmente révolutionnaire *le décret du 24 brumaire an II* (14 novembre 1793) concéda toute liberté à ce sujet (2). La conséquence fut que des parents

1. *Rapport de Miot : loi du 11 germinal an XI.*

2. *Décret de la Convention nationale, 24 brumaire an II, texte cité, p. 16.*

donnèrent à leurs enfants les prénoms les plus singuliers : noms d'arbres, de légumes, idées abstraites tel que Liberté, Égalité, Fraternité, etc.

La loi du 11 germinal an XI (1^{er} avril 1803) apporta une réglementation définitive.

Dans son article premier il est dit que désormais seuls pourront être reçus comme prénoms les noms en usage dans « les différents calendriers » ou ceux des personnages connus de l'histoire ancienne (1).

Les calendriers auxquels fait allusion la loi de l'an XI sont tout d'abord le calendrier républicain et le calendrier rural que le décret du 4 frimaire an II (24 novembre 1793) avait substitués au calendrier grégorien (2).

Mais, par le sénatus-consulte du 22 fructidor an XIII (9 septembre 1805) le calendrier grégorien fut rétabli (3) de telle sorte qu'à dater de ce moment — et actuellement encore — les seuls prénoms qui légalement puissent être donnés à un enfant, sont les noms de saints mentionnés

1. *Loi du 11 germinal an XI.*

ART. 1. — Texte cité, p. 17.

2. *Décret du 4 frimaire an II.*

ART. 2. — L'ère vulgaire est abolie pour les usages civils.

ART. 12. — Le comité d'instruction publique est chargé de faire imprimer en différents formats le nouveau calendrier avec une instruction simple pour en expliquer les principes et l'usage.

3. *Sénatus-consulte du 22 fructidor an XIII* — sur le rétablissement du calendrier grégorien.

ART. 1. — À compter du 1^{er} nivôse prochain — 1^{er} janvier 1806 — le calendrier grégorien sera mis en usage dans tout l'empire français.

dans le calendrier grégorien et les noms des personnages connus de l'histoire ancienne.

Quelques auteurs croient qu'il est également permis de donner à titre de prénom, les noms de Saints tels que les formulent les calendriers adoptés dans divers pays étrangers (1).

Nous croyons que cela n'est pas strictement conforme à la loi du 11 germinal an XI.

Une autre objection que soulève la loi de l'an XI est la suivante : quand un personnage est-il connu ou inconnu et quelle date marque le passage entre la fin de l'histoire ancienne et le commencement de l'ère moderne ?

Nous pensons que ces questions sont du domaine de l'histoire qui seule peut répondre (2). Signalons toutefois la circulaire du Ministre de l'Intérieur aux préfets, du 28 septembre 1813, qui se basant sur ce que la Bible fait partie de l'histoire ancienne, prescrit aux officiers de l'État civil à enregistrer les noms qui lui sont empruntés (3).

1. Dans ce sens : Léon Humblet. *Traité des noms, des prénoms et des pseudonymes*.

2. Voir le dictionnaire des prénoms à donner aux enfants, en exécution de la loi du 11 germinal an XI :

Béquet. *Traité de l'état civil et des actes qui s'y rattachent*.

3. Voir *Circulaires, instructions et autres actes émanés du Ministre de l'Intérieur* (Prénoms des Israélites, t. II, p. 480).

Le Ministre de l'Intérieur (Comte de Montalivet), aux préfets : «... Ils ont donc la faculté de choisir parmi les

De l'article 2 de la loi du 11 germinal an XI, il résulte de même que l'on ne peut pas non plus donner comme prénoms « le nom d'une famille existante ». Toutefois il est à observer qu'en s'exprimant ainsi le législateur de l'an XI n'a voulu viser que le nom d'une famille qui n'est pas lui-même porté sur le calendrier ou appartiendrait à des personnages connus de l'histoire ancienne (1).

On remarqua que cette tendance à vouloir donner comme prénom un nom de famille se manifestait surtout en vue d'éluder en partie les prescriptions du Code civil, qui, au chapitre « des enfants naturels » à l'article 340, interdit la recherche de la paternité (2).

Celui qui voit son nom ainsi usurpé peut donc exercer l'action en suppression de prénom, en invoquant la loi du 11 germinal an XI (3).

personnages de la Bible, qui fait partie de l'histoire ancienne, les prénoms qu'ils veulent donner à leurs enfants ».

1. *Lois du 11 germinal an XI.*

ART. II. — « Toute personne qui porte actuellement comme prénom, soit le nom d'une famille existante, soit un nom quelconque qui ne se trouve pas compris dans la désignation de l'article précédent, pourra en demander le changement en se conformant aux dispositions de ce même article. »

2. *L'article 340 C. civil.*

« La recherche de la paternité est interdite. »

3. Même avant la loi du 11 germinal an XI on défendait à quelqu'un d'avoir comme prénom le nom de famille d'un

Quelle est la sanction de l'article 1^{er} de la loi du 11 germinal an XI ?

Tout le monde est d'accord à voir qu'elle réside dans le fait que l'officier de l'état civil doit en refuser l'inscription quand le prénom ne répond pas aux conditions exigées par la loi.

Mais qu'arriverait-il au cas où l'officier de l'état civil inscrirait un prénom contraire aux exigences de la loi de l'an XI, par exemple : un nom ne figurant pas dans les divers calendriers, ni connu de l'histoire ancienne. Le titulaire pourrait-il agir en rectification ? Et, s'il le pouvait, de quels moyens userait-il ?

S'adresserait-il au gouvernement, ou, au contraire, devrait-il suivre la voie judiciaire ?

Les avis sont partagés en doctrine.

Une première opinion, en accord avec la lettre minis-

autre, en s'appuyant sur la défense de la recherche de la paternité.

La preuve c'est le cas discuté devant la Cour d'appel de Bruxelles, le 5 juin 1807. (S. 1807, Sup. 62.)

Le 13 messidor an VII, la demoiselle Marie-Oda accoucha d'un fils. Le sieur Riga, aïeul de cet enfant, le fit porter sur des registres de l'Etat civil sous les noms de Jean-Lambert-Bovy. Ces noms étaient précisément ceux d'un fermier voisin, qui, craignant de passer pour le père de l'enfant, réclama et obtint de la justice la suppression de son nom patronymique de l'acte de naissance de l'enfant.

L'acte avait été dressé le 13 messidor an VII (5 juillet 1799) c'est-à-dire avant la loi du 11 germinal an XI, aussi l'arrêt ne s'appuie-t-il que sur la défense de la recherche de paternité et l'intérêt du demandeur.

térielle du 25 mars 1858, laquelle considère la voie de la concession gouvernementale non applicable aux prénoms, présente la voie judiciaire comme la seule possible (1).

M. Coste (2) repousse cette théorie sur le motif que la voie judiciaire n'est ouverte « *qu'à ceux qui ont un droit au nom substitué* » or, l'intéressé ne peut prétendre à d'autres prénoms qu'à ceux portés sur son acte de naissance. D'où la voie judiciaire ne se rapporte pas à son cas ; il ne lui reste donc que la voie administrative, qui, dit-il, contrairement à la circulaire ministérielle, trouve application non seulement en matière de nom, mais encore en matière de prénoms.

D'aucuns ont même soutenu que le Ministère Public possède seul le droit de faire opérer la rectification (3).

Notre avis sur ces diverses interprétations est qu'en ce qui concerne la concession gouvernementale, l'intéressé ne peut y recourir, la loi de l'an VI, comme le spécifie la circulaire ministérielle du 25 mars 1858, s'appliquant exclusivement aux noms patronymiques.

Si le législateur de l'an XI avait permis le changement de prénoms par autorisation gouvernementale, il l'aurait dit d'une manière formelle. Son silence, et de

1. Dans ce sens : Ed. Béquet. *Traité de l'état civil et des actes qui s'y rattachent*.

2. Coste. *Le nom des personnes au point de vue civil*.

3. L.-F. Vallentin. *De la législation des noms de famille*.

plus la façon dont il a intitulé les chapitres « *prénoms* » où il n'est guère question de changement et plus bas « *des changements de noms* » ne laisse aucun doute sur ses intentions de n'étendre la faveur du changement par concession gouvernementale qu'aux noms de famille.

Le gouvernement, ne possédant d'autres pouvoirs que ceux que lui attribue la loi, n'a donc pas qualité pour autoriser un changement de prénom.

Quant à la voie judiciaire nous pensons, comme M. Coste, que le titulaire ne peut également y recourir, car la loi n'admet de demande en rectification de nom qu'en présence d'un droit dûment constaté.

Resterait l'opinion de M. Vallentin qui donnerait ce pouvoir au Ministère Public. En effet, l'article 46 de la loi de 1810 lui donne mission de poursuivre l'exécution des lois qui intéressent l'ordre public (1) — et la loi du nom en est une — mais le moyen d'y parvenir?... Il lui fait ici défaut : les règles générales qui régissent la matière du nom s'imposant aussi bien aux représentants du parquet qu'aux particuliers. Il serait, en effet, difficile d'admettre une dérogation au profit du Ministère Public sans tomber dans l'arbitraire.

1. *Loi du 20 avril 1810*, sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice.

ART. 46. — En matière civile le Ministre Public agit d'office dans les cas spécifiés par la loi.

Il surveille l'exécution des lois, des arrêts et des jugements ; il poursuit d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public.

A l'objection que d'après ce système la loi de l'an XI resterait sans sanction, nous répondrons que dans cette disposition il ne faut voir qu'un empêchement prohibitif, le législateur en considérant le contrôle de l'officier de l'Etat civil et l'affection de ceux qui sont appelés à donner les prénoms, comme un gage suffisant de la bonne exécution de la loi.

Quant aux incorrections d'orthographe ou erreurs de la part de l'officier de l'Etat civil, l'intéressé pourra en demander la rectification par la voie judiciaire s'il prouve son droit au prénom modifié — preuve qui rencontrera souvent des difficultés.

Le choix et l'imposition des prénoms, étant considérés comme un attribut de la puissance paternelle, appartiennent donc en première ligne au père ; à son défaut, à la mère ; en leur absence, au conseil de famille à qui revient la puissance tutélaire et la sauvegarde des intérêts pécuniaires et moraux de l'enfant à l'exclusion du tuteur qui n'en est que le pouvoir exécutif.

Quant à l'enfant naturel, s'il n'est reconnu à sa naissance que par l'un de ses auteurs, c'est naturellement à ce dernier que ce droit revient.

Quid s'il est reconnu simultanément par les deux ?

Colmet de Santerre et Laurent pensent qu'il n'y a pas lieu d'accorder au père naturel la même prépondérance qu'au père légitime. L'imposition des prénoms sera le résultat d'une entente entre les deux auteurs. Si

elle est impossible l'enfant sera inscrit sous les prénoms qu'il plaira à chacun de lui donner (1).

Notre conviction à ce sujet est que le père naturel a la prépondérance sur la mère et ceci pour des motifs que nous expliquerons à l'occasion de la même discussion relativement au nom de famille. En conséquence, c'est le père qui indique les prénoms de l'enfant naturel reconnu par ses deux auteurs.

Pour les enfants trouvés l'article 58 du Code civil dit qu'il leur soit donné en outre des *noms* (lisez : *prénoms*) (2).

S'il est déposé dans un hospice ce sera l'administrateur de l'hospice qui les lui donnera. Mais au cas où celui qui l'aurait découvert et l'aurait porté à l'officier de l'état civil, lequel donnera les prénoms à l'enfant, sera-ce le déclarant ou l'officier de l'état civil ?

Sur ce point l'article 58 laissait subsister un doute. La circulaire ministérielle du 30 juin 1842 a fixé le sens dans lequel il faut l'interpréter, en donnant ce droit à l'officier de l'état civil. Les parents véritables du nouveau-né étant inconnus, l'enfant est supposé avoir pour

1. Colmet de Santerre. *Manuel de droit civil*, t. II, n° 128 bis. — Laurent. *Principes de droit civil*, t. IV, n° 348, p. 457.

2. Art. 58, C. civ.

Al. 2. « Il en sera dressé un procès-verbal détaillé, qui énoncera en outre l'âge apparent de l'enfant, son sexe, les *noms* qui lui seront donnés, l'autorité civile à laquelle il sera remis. Ce procès-verbal sera inscrit sur les registres.

père l'Etat et c'est à titre de représentants de l'Etat que les officiers de l'état civil et les administrateurs des hospices possèdent le droit de donner des prénoms aux enfants trouvés.

Les enfants nés de père et mère inconnus (1) — enfants non reconnus — reçoivent, au contraire, leurs prénoms du déclarant, considéré ici comme mandataire des père et mère.

L'article 57 du Code civil dans son texte comporte : *les prénoms* (2). En réalité le déclarant a la liberté de n'en conférer qu'un seul. Il y a même des jurisconsultes qui conseillent de ne donner aux enfants qu'un seul

1. L'enfant naturel non reconnu, dont le père et la mère ne sont pas désignés, est inscrit sur les registres de l'état civil comme : né de père et mère inconnus. Le terme « inconnus » est ici impropre, car, en réalité, le déclarant connaît au moins la mère, mais le secret professionnel ou la recommandation formelle de la mère l'empêche de la faire connaître.

2. *Art. 57 C. civil.*

« L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant, et les *prénoms* qui lui seront donnés... »

La loi du 20 septembre 1792 portait dans son article 7 que l'officier d'état civil doit mentionner *le prénom*.

ART. 7. — La déclaration contiendra le jour, l'heure et le lieu de la naissance, la désignation du sexe de l'enfant, *le prénom* qui lui sera donné, les prénoms et noms de ses père et mère, leur profession, leur domicile ; les prénoms, noms, profession et domicile des témoins.

Cette disposition a été abrogée implicitement par le Code civil.

ou au plus deux prénoms (1). Lorsqu'ils en ont plusieurs il en résulte presque toujours pour eux beaucoup d'embarras, parce que les transcriptions non conformes dans un acte notarié rendraient le notaire passible d'une amende de cent francs, en vertu de l'article 13 de la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803) et l'acte pourrait être annulé lorsque l'identité de la personne désignée ne pourrait plus être faite (2).

En admettant qu'une omission ou une interversion se soient produites dans l'acte même d'état civil, comment pourrait-on la reconnaître et en obtenir la rectification. Faudrait-il un jugement rectificatif ?

Dans la rigueur du droit, la rectification des actes de l'état civil, chaque fois qu'elle devienne nécessaire, ne peut être faite qu'en vertu d'un jugement.

Cependant le Conseil d'Etat, considérant qu'il ne faut pas jeter les citoyens dans les frais d'une rectification sur les registres, lorsqu'elle n'est pas absolument nécessaire, dans un avis approuvé le 30 mars 1808, a décidé que dans le cas où le nom d'une personne qui veut se

1. Dans ce sens : Bequet. *Traité de l'état civil et des actes qui s'y rattachent*.

2. *La loi du 25 ventôse an XI*.

ART. 13. « Les actes de notaires seront écrits en un seul et même contexte, lisiblement, sans abréviation, blanc, lacune ni intervalle ; ils contiendront les noms, *prénoms*, qualités et demeures des parties, ainsi que des témoins qui seraient appelés dans le cas de l'article 11, : le tout à peine de cent francs d'amende contre le notaire contrevenant.

mariage ne serait pas orthographié dans son acte de naissance comme celui de son père et dans celui où l'on aurait omis ou interverti quelqu'un des prénoms de ses parents, le témoignage des ascendants assistant au mariage et attestant l'identité doit suffire pour procéder à la célébration du mariage.

Ils peuvent aussi s'ils sont absents attester l'identité dans l'acte de leur consentement donné en forme légale.

Dans le cas d'omission ou d'interversion d'un prénom dans l'acte de décès des père et mère ou aïeux des futurs, la déclaration avec serment, des personnes dont le consentement est nécessaire pour les mineurs et celle des parties et des témoins, pour les majeurs, sont suffisantes pour procéder à la célébration du mariage, sans qu'il soit nécessaire de toucher aux registres de l'état civil (1).

La déclaration des prénoms choisis doit se faire en même temps que la déclaration de naissance. Ceci résulte des articles 56 et 57 du Code civil (2). Leur inscription sur les registres de l'état civil les rend irrévocables et immuables, quand bien même les déclarants auraient inexactement accompli les ordres reçus. L'officier de l'état civil n'a pas à le rechercher. C'est affaire personnelle entre mandant et mandataire.

1. Locré. *La législation de la France*, t. III-2, p. 390, — Toullier. *Droit civil français*, t. I, n° 343, p. 303.

2. Art. 56 C. civ., *in fine*. — «.....L'acte de naissance sera rédigé de suite, en présence de deux témoins.

Art. 57 C. civ. Texte cité page 37.

Que se passerait-il, si en France aucun prénom n'était déclaré à l'Officier de l'Etat Civil ? Peut-il se refuser à inscrire la déclaration de naissance ? Cela est inadmissible. L'acte de naissance pourra-t-il être dressé sans mention de prénom ? Non : l'article 34 du Code civil exige dans l'acte d'état civil, outre les noms, âge, profession, l'indication des « prénoms » de tous ceux qui y seront dénommés (1). L'Officier de l'Etat Civil qui dresserait un acte de naissance ne comportant pas de prénom contreviendrait aux dispositions de l'article ci-dessus.

Il ne resterait donc qu'une solution possible : Si le déclarant se refuse à donner le ou les prénoms exigés par la loi, l'officier de l'état civil devrait en donner de sa propre initiative comme s'il s'agissait d'un enfant trouvé.

Une dernière remarque, au sujet des prénoms. Les étrangers qui viennent en France y conservent leurs prénoms, à condition toutefois que ces prénoms, soient fixes. C'est dans ce but qu'il est intervenu les deux décrets, dont nous avons parlé, concernant les Juifs et les habitants des pays annexés (2).

1. *Art. 34 C. civ.*

2. *Décret du 20 juillet 1808*, relatif aux Juifs. Texte cité, p. 19.

Décret du 18 août 1811, qui vise les habitants de la Hollande, des Bouches-de-Rhin, des Bouches-de-l'Escaut et de l'arrondissement de Breda. Texte cité, p. 20.

LE NOM DE FAMILLE OU PATRONYMIQUE

Il résulte de la tradition et des divers textes de loi que l'on acquiert le nom patronymique :

1° Par la filiation ; 2° par la désignation de l'officier de l'état civil ; 3° par l'adoption ; 4° par le mariage (question controversée) ; 5° par l'autorisation du gouvernement.

1 ACQUISITION DU NOM PAR LA FILIATION

Il y a deux sortes de filiation : la filiation légitime et la filiation illégitime ou naturelle.

Filiation légitime

En principe, la filiation n'est légitime que lorsque l'enfant est le fruit d'un mariage régulier, c'est-à-dire lorsque ses deux parents étaient mariés ensemble au

moment où sa mère l'a conçu ; tout autre enfant est illégitime (1).

La règle générale est que l'enfant légitime prend le nom de son père. Il n'y a dans le Code civil aucun article qui l'ordonne. Sur quoi repose donc cette règle ?

Nous pensons qu'elle repose sur le rapprochement de la loi du 6 fructidor an II, qui impose à tout citoyen l'obligation de ne porter de noms autres que ceux exprimés dans son acte de naissance (2) et de l'article 57 du Code civil, qui n'exige dans l'acte de naissance que la mention des prénoms de l'enfant et des noms de ses père et mère (3). Nous en concluons que si la mention du nom patronymique de l'enfant n'est pas exigée dans son acte de naissance c'est que le législateur le considère naturellement identique à celui de son père. Il est naturel qu'il en soit ainsi de par l'organisation familiale conçue de tout temps. Nous y voyons, en effet, le rôle prépon-

1. On a cependant prétendu que la légitimité était attachée non pas seulement au fait de la conception, mais aussi au fait de la naissance pendant le mariage. En effet, la loi assimile aux enfants légitimes celui qui est né pendant le mariage, mais qui a été conçu auparavant.

Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, 4^e édit., t. I, n° 1366, p. 438.

2. *Loi du 6 fructidor an II*.

ARTICLE PREMIER. — Texte cité, p. 16.

3. *Art. 57 C. civil*.

« L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure, et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les *prénoms* qui lui seront donnés, les prénoms, *noms*, profession et domicile des père et mère et ceux des témoins ».

dérant du père chargé d'assurer la direction du ménage, l'existence et la sécurité de la famille, l'éducation et l'entretien des enfants.

Auprès des enfants légitimes proprement dit, il y a les *enfants légitimés* qui, en vertu de l'article 333 du Code civil, acquiert tous les droits des enfants légitimes (1), notamment celui de porter le nom de leur père.

Dans la catégorie des enfants légitimes nous placerons aussi les *enfants nés d'un mariage putatif*, pourvu que leur conception soit antérieure à la déclaration de nullité du mariage dont ils sont issus et cela même si un seul de ses auteurs était de bonne foi. Cette solution étant confirmée par l'article 202 du Code civil nous n'avons rien à y ajouter (2).

Filiation illégitime

Les enfants illégitimes peuvent être de plusieurs catégories.

On appelle « enfant naturel simple » celui dont les parents n'étaient pas mariés, mais auraient pu se marier ensemble valablement au moment de la conception.

L'enfant est « adultérin » lorsque l'un de ses parents

1. Art. 333 C. civil.

2. Art. 202 C. civil.

« Si la bonne foi n'existe que de la part de l'un des deux époux, le mariage ne produit les effets civils qu'en faveur de cet époux et des enfants issus du mariage ».

était marié avec une tierce personne au moment de la conception.

Il est « incestueux » quand ses deux auteurs sont entre eux parents ou alliés à un degré où le mariage leur est interdit.

Au sujet des enfants naturels simples il y a à faire les trois distinctions suivantes : 1) Il est reconnu par un de ses auteurs ; 2) Il est reconnu par ses deux auteurs ; 3) Il n'est reconnu par aucun d'eux.

1) *L'enfant naturel n'est reconnu que par son père ou par sa mère.* — Cet enfant portera comme nom de famille le nom de celui qui l'a reconnu. La tradition le veut ainsi (1) et faute de textes, elle a force de loi. Le nom de celui qui le reconnaît lui est acquis *ipso jure*. Une clause de l'acte de reconnaissance ne saurait pas valablement interdire à l'enfant l'usage du nom de celui qui l'a reconnu, comme le remarque avec justesse M. Demolombe (2). Une action en réclamation d'état ou une demande en concession ne sont pas nécessaires. Une simple rectification suffira (3).

1. Déjà sous l'ancien droit les bâtards avaient droit au nom de ceux qui les avaient reconnus.

Claude de Ferrière en 1754 écrivait : « Les bâtards reconnus prennent obligatoirement le nom et les armes de la maison d'où ils sortent, mais en faisant mettre la barre à leurs armes.

2. Demolombe. *Cours de droit civil*, t. V, n° 543

3. H. Salveton. *Le nom en droit romain et en droit français.*
— L.-F. Vallentin. *De la législation des noms de famille.*

2) *L'enfant naturel est reconnu par ses deux auteurs.* —

Distinguons tout d'abord que les reconnaissances peuvent être simultanées ou successives.

a) *Les reconnaissances sont simultanées.* — A ce sujet les opinions en doctrine sont partagées. Il y a des auteurs qui soutiennent qu'au cas où l'enfant serait reconnu simultanément il devrait porter cumulative-ment les noms de ses auteurs (1). De quel droit, disent-ils, l'un de ces noms primerait-il l'autre ? Ici, faute de texte spécial, on ne peut pas invoquer les mêmes arguments qu'au cas de filiation légitime, où il n'y a qu'une famille qui porte traditionnellement le nom de son chef. En matière de filiation naturelle il y en a deux qui sont distinctes : la famille paternelle et la famille maternelle. Quelles raisons l'une pourrait-elle invoquer pour éclipser l'autre ? Le code lui-même n'admet pas d'autre solution lorsque, par le fait d'une adoption l'enfant se trouve placé dans deux familles différentes, bien que le lien qui l'unisse à la famille adoptive soit purement fictif. Raison de plus de l'admettre en matière de filiation naturelle, où le lien qui rattache l'enfant à chacun de ses auteurs est naturel.

D'autres auteurs se prononcent en sens contraire. Pour eux l'enfant naturel, reconnu simultanément par ses auteurs, aurait droit seulement au nom de son père (2).

1. Fournade. *Du nom de famille*, p. 72-73.

2. Demolombe. *Cours de droit civil*, t. V, n° 543, p. 351.

— Planiol, *Traité de droit civil*, t. I, n° 384, p. 147.

Une troisième opinion serait d'avis de donner à l'enfant naturel le nom qui lui serait le plus avantageux et pour la collation de ce nom en laisser le soin aux tribunaux (1).

De ces trois façons d'envisager la question relative à l'attribution du nom à l'enfant naturel reconnu simultanément par ses deux auteurs, nous donnons la préférence à celle de MM. Demolombe et Planiol : « l'enfant portera le nom de son père » et à l'appui de cette opinion nous invoquons l'article 8 du Code civil, qui, au cas de reconnaissance simultanée d'un enfant naturel, prescrit que cet enfant suivra la nationalité du père (2). Ici éclate la préférence donnée par le législateur au père de l'enfant naturel

b) *Les reconnaissances sont successives.* — La première reconnaissance a eu pour effet de donner à l'enfant le nom de celui qui l'avait reconnu. La seconde reconnaissance sera-t-elle pour lui la cause d'une addition ou d'une substitution ?

1. Bouvy. *Des noms de personnes en droit français*. M. Bouvy pense que cette solution serait la plus équitable, mais non la plus juridique.

2. Art. 8, C. civ.

AL. 1. — « L'enfant naturel, dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite. Si elle résulte pour le père ou la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant suivra la nationalité du père.

De même que pour le cas précédent dans la doctrine les auteurs sont loin d'être en accord.

Certains auteurs soutiennent que la deuxième reconnaissance aura pour effet d'ajouter au premier nom de l'enfant le nom de celui qui le reconnaît après (1). Ne trouvant aucune préférence à l'un ou à l'autre de ces noms ils concluent qu'il faut les additionner.

D'autres seraient d'avis que la reconnaissance du père survenant en dernier lieu aurait pour conséquence de substituer le nom du père à celui de la mère et n'attribuerait dans le cas inverse, c'est-à-dire la reconnaissance par la mère survenant après celle du père, aucune influence sur le nom de l'enfant (2).

Aucun texte ne corrobore ces interprétations, aussi nous sommes opposés à toute idée d'addition ou de substitution du nom et nous pensons que par la première reconnaissance l'enfant a acquis sur le nom de celui qui l'a reconnu un véritable droit, toujours en nous basant sur l'esprit de l'article 8 du Code civil qui, au cas de reconnaissances successives, accorde à l'enfant la nationalité de celui qui l'a premièrement reconnu (3).

A ceux qui remarquent que cette théorie priverait l'en-

1. Coste. *Le nom des personnes au point de vue civil.* — Robert. *Du nom des personnes étudié au point de vue de la loi française.*

2. Planiol. *Traité de droit civil*, t. I, n° 384, p. 147.

3. Art. 8 C. civil.

Al. 1. — Texte cité, p. 46.

fant du bénéfice du second nom, qui lui serait peut-être plus avantageux, nous répondons que la voie de la concession gouvernementale lui reste ouverte et cet argument facilitera l'obtention de cette faveur.

L'article 337 a fait soulever la question de savoir si la reconnaissance des enfants naturels leur fait toujours acquérir le nom de celui qui les reconnaît, sans tenir compte du temps auquel la reconnaissance intervient. En effet, l'article 337 du Code civil dit : « La reconnaissance faite pendant le mariage, par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu, avant son mariage, d'un autre que de son époux, ne pourra nuire ni à celui-ci, ni aux enfants nés de ce mariage ». Il s'agit donc de discerner ici dans les mots « *ne pourra nuire* » ce que le législateur entend par cette locution : est-ce préjudice pécuniaire ? est-ce préjudice moral ? ou est-ce le préjudice dans toutes ses acceptions ?

Il va sans dire que cette question ne se pose pas dans le cas où la reconnaissance émane de la mère puisque ses enfants légitimes prennent le nom du mari.

M. Robert pense que le législateur ne visait que les préjudices pécuniaires (1) ; son avis s'appuie sur l'exposé des motifs du titre « de la paternité et de la filiation » où il est simplement question du préjudice pécuniaire (2).

1. J. Robert. *Du nom des personnes étudié au point de vue de la loi française.*

2. Dans l'exposé des motifs du titre « de la paternité et de

Nous pensons que M. Robert attache une trop grande importance à ce qui n'est, à notre avis, qu'un exemple de préjudice que pourrait causer la reconnaissance d'un enfant naturel pendant le mariage. D'ailleurs dans le texte de la loi la locution « ne pas nuire » a un sens général, car si le législateur avait pensé d'une autre façon, il eût spécifier le terme de « préjudice pécuniaire ». Il est donc de toute évidence que quel que soit le préjudice, moral ou pécuniaire, la reconnaissance de l'enfant naturel doit l'éviter.

En constatant une fois de plus l'injustice du législateur à l'égard de l'enfant naturel nous sommes obligé de reconnaître, à l'encontre de M. Robert, que le préjudice moral que pourrait causer la transmission du nom, entre dans le cadre de la loi.

3) *L'enfant naturel n'est reconnu par aucun de ses auteurs.* — La doctrine ainsi que la jurisprudence reconnaissent que dans ce cas l'enfant naturel ne peut prétendre au nom paternel, qu'on ne doit pas inscrire dans l'acte de naissance même si la déclaration en était faite — conséquence de l'article 340 du Code civil, qui interdit la recherche de la paternité (1),

la filiation » Bigot de Préameneu disait : « Une pareille reconnaissance ne pourrait nuire ni à l'autre époux ni aux enfants nés de ce mariage. Il ne peut pas dépendre de l'un des époux de changer, après son mariage, le sort de sa famille ^{légitime}, en appelant des enfants naturels qui demanderaient une part dans les biens.

1. Art. 340 C. civ.

Pourra-t-il au moins prétendre au nom maternel ? Pour répondre à cette question il faut d'abord nous fixer sur deux points fort discutés, qui sont les suivants :

a) Le nom de la mère naturelle ne reconnaissant pas son enfant, peut-il être inscrit dans l'acte de naissance ?

b) En cas d'affirmative, son énonciation donne-t-elle le droit à l'enfant de se l'attribuer ?

Sur le premier point il existe diverses théories :

D'après la première, le nom de la mère non seulement pourrait être inscrit, mais il doit l'être nécessairement (1) en vertu de l'article 57 du Code civil (2) qui s'appliquerait, à leur avis, également à tout acte de naissance, qu'il s'agisse d'un enfant naturel ou d'un enfant légitime et sur l'article 346 du Code pénal, qui punit quiconque aurait sciemment caché le fait d'une naissance (3).

Une deuxième théorie prétend que l'officier de l'état civil ne doit pas indiquer le nom de la mère qui se refuserait à reconnaître son enfant (4).

Cette thèse s'appuie sur le fait qu'on ne doit insérer dans l'acte de naissance que les énonciations qui tendent à former la preuve qu'il a pour but d'établir. Or, l'acte de naissance n'a pas pour but ni pour effet d'éta-

1. Dans ce sens : Toullier. *Droit civil français*, t. I, n° 317. — Duranton. *Cours de droit français*, t. I, n° 315.

2. Art. 57 C. civil. Texte cité, p. 67.

3. L'art. 346 C. pénal.

4. Demolombe. *Cours de droit civil*, t. I, n° 297.

blir la preuve de la filiation à l'égard de la femme non mariée qui ne reconnaît pas l'enfant.

Enfin, une dernière opinion, que nous croyons la plus justifiée, soutient que le nom de la mère naturelle *peut* mais *ne doit pas* être indiqué par le déclarant (1).

Il y a faculté et non obligation, car, l'article 57 n'exige la mention des père et mère qu'en cas de déclaration de naissance d'enfant légitime. En parlant d'un seul domicile pour les parents il suppose le mariage. Quant à l'article 346 du Code pénal, il ne punit pas le défaut de déclaration des noms des parents, mais le défaut de déclaration de naissance. De plus, exiger le nom de la mère naturelle dans l'acte de naissance de son enfant, ainsi que l'écrit M. Planiol, pourrait entraîner la mère à faire disparaître son enfant, afin de pouvoir cacher sa faute, qui, lors de la rédaction de l'acte de naissance de son enfant, serait marquée d'une manière ineffaçable.

Toutefois, si le nom est déclaré, l'officier de l'état civil doit l'inscrire, car, si l'indication du nom de la mère ne forme ni preuve, ni commencement de preuve de la filiation, comme dit M. Demolombe, elle peut du moins servir d'indice et faciliter à l'enfant la recherche de la maternité.

Toutes les décisions de la jurisprudence ne sont pas

1. Aubry et Rau. *Droit civil français*, t. I, n° 60, Planiol, *Traité de droit civil*, t. I, n° 494, p. 180.

d'accord sur ce sujet. Un arrêt de la Cour de Dijon du 14 août 1840 a condamné aux peines portées par l'article 346 du Code pénal un médecin qui, en présentant un enfant dont la mère avait accouché chez lui, avait refusé de déclarer le nom de la mère (1).

La Cour royale de Paris a jugé dans le même sens et dans une espèce identique par l'arrêt du 20 avril 1843 (2).

Ici nous voyons la jurisprudence confirmer la première théorie : « le nom de la mère naturelle doit nécessairement être inscrit dans l'acte de naissance de l'enfant non reconnu. » Mais dans la suite, ses jugements ne s'inspirent plus du même esprit, ainsi par l'arrêt du 16 septembre 1843 la Cour de cassation donne une solution tout opposée (3).

Sur le deuxième point : l'énonciation du nom de la mère naturelle sur l'acte de naissance de son enfant non reconnu, donnera-t-elle à ce dernier le droit de s'attribuer le nom de sa mère ? En doctrine, controverse. Quant à la jurisprudence, elle a varié, répondant d'abord négativement (4), mais depuis quelques années incline pour l'affirmative (5), en considérant la déclara-

1. *Journal du Palais*, vol. 40-1, 1843, p. 737.

2. *Journal du Palais*, vol. 40-1, 1843, p. 600.

3. *Journal du Palais*, vol 42-1, 1844, p. 92.

4. *Grenoble*, 24 janvier 1844 (S. 1845-2, p. 340). *Pau*, 29 juillet 1844 (S. 1845-2, p. 193).

5. *Cassation*, 1^{er} juin 1853 (S. 53-1-482). « L'acte de naissance d'un enfant naturel qui désigne la mère de l'enfant fait

tion du nom de la mère comme établissant provisoirement la filiation maternelle, d'où la Cour conclut que tant que la filiation n'est pas contestée l'enfant peut jouir en fait de tous les avantages qui découlent de la filiation, notamment le droit de porter le nom. Toutefois cette décision ne donne pas à l'enfant un droit absolu sur le nom ainsi attribué. Tant que la preuve de la filiation n'est pas complète (1) tout intéressé pourra faire défense à l'enfant de porter le nom de sa mère qui ne l'a pas reconnu.

Il nous semble que la décision de la Cour de cassation ne repose pas sur les principes stricts du droit, car le législateur n'admet que deux manières pour établir la filiation illégitime : la reconnaissance volontaire et la preuve judiciaire. L'acte de naissance ne prouve d'aucune manière ce genre de filiation. L'article 319, en effet, dit : seule la filiation légitime se prouve par les actes de naissance inscrits sur les registres de l'état civil (2). Pourquoi dans ce cas attribuer un nom auquel l'enfant n'a pas droit et dont il pourrait se voir interdire l'usage d'un jour à l'autre — ce qu'il supporterait peut-être non sans inconvénients.

preuve, à l'égard des tiers, de la filiation maternelle de cet enfant, lorsque d'ailleurs l'identité de l'enfant n'est pas contestée.

1. Ici il manque le deuxième élément nécessaire pour la preuve complète de la filiation : preuve de l'identité.

2. *L'art. 319 C. civ.*

Si l'enfant naturel non reconnu ne peut prétendre ni au nom paternel, ni au nom maternel, même quand il est inscrit sur son acte de naissance, nous nous demandons, quel nom pourra-t-il porter et qui le lui donnera ? — Les textes étant muets sur ce point nous croyons qu'il faut le traiter comme enfant « trouvé », c'est-à-dire lui inscrire dans l'acte de naissance seulement des prénoms dont l'un lui servira de nom. Les avantages de ce système sont plus sensibles pour les enfants naturels non reconnus, leur nom étant, plus encore que celui de l'enfant abandonné, sujet à remaniement.

Enfants adultérins ou incestueux. — Les articles 335 et 331 du Code civil défendent la reconnaissance et la légitimation des enfants adultérins ou incestueux (1) ; ces dispositions n'existaient pas sous l'ancien droit, qui assimilait les enfants adultérins ou incestueux aux enfants naturels simples, leur permettant de ce fait d'être reconnus et légitimés.

Ces enfants ne pouvant être ni reconnus ni légitimés tombent forcément dans la catégorie des enfants « non reconnus ». Il en résulte qu'ils ne peuvent prétendre au nom maternel ni, à plus forte raison, au nom paternel.

1. *Art. 335 C. civ.*

« Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin. »

Art. 331 C. civ.

« Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, pourront être légitimés. »

Il semblerait d'après le texte de ces articles, 335 et 331, que jamais le nom de l'un de ses auteurs ne pourrait être reconnu à un enfant adultérin ou incestueux. Le contraire se présente toutefois dans le cas où la filiation résulterait de par la force des choses, par exemple : « l'enfant desavoué » auquel tout le monde est d'accord à lui attribuer le nom maternel, quoique étant de nature adultérine.

2° ACQUISITION DU NOM PAR LA DÉSIGNATION
DE L'OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL. — ENFANTS TROUVÉS

L'article 58 du Code civil, complété par la circulaire ministérielle du 30 juin 1812, établit les règles qui régissent le nom des enfants trouvés (1).

La question de savoir qui donnera les noms à l'enfant trouvé au cas où il aura été porté à l'officier de l'état civil, nous y avons répondu lorsque nous avons traité le prénom (2).

Sous l'ancien droit dans certaines régions on donnait à tous ces malheureux le même nom, ce qui les faisait porter constamment la marque de leur origine. Pour remédier à cet état de choses désastreux pour les enfants trouvés, la circulaire ministérielle du 30 juin 1812 défend de leur imposer des dénominations indécentes,

1. *Art. 58 C. civ.* Texte cité, p. 36.

2. Voir, p. 36.

ridicules ou propres à rappeler en toute occasion que celui à qui on la donne est un enfant trouvé. De plus, cette même circulaire recommande, afin d'éviter les confusions de ne pas leur donner des noms connus pour appartenir à des familles existantes (1).

L'expression « les noms qui lui seront donnés » contenue dans l'article 58 du Code civil a donné lieu à diverses interprétations.

Certains auteurs y voient l'obligation pour le représentant de l'Etat, de donner à l'enfant trouvé un nom patronymique accompagné de prénoms.

D'autres, au contraire, n'y voient que l'obligation de lui imposer plusieurs prénoms dont l'un d'eux lui servirait de nom patronymique.

Aucune de ces théories ne s'appuyant sur des textes de loi, les seules considérations pratiques nous font incliner pour l'imposition seulement de prénoms. Car, si la filiation est découverte plus tard, le nom à lui attribué, n'aura pas besoin d'être retranché pour que l'enfant abandonné prenne le nom de son père ou de sa mère, selon les règles ordinaires, une simple addition suffira à réaliser la rectification.

I. Voir : *Circulaires, instructions et autres actes émanés du Ministre de l'Intérieur*. (Noms et prénoms à donner aux enfants trouvés, t. II, p. 373).

3^e ACQUISITION DU NOM PAR L'ADOPTION

L'article 347 du Code civil spécifie « ce qui ne s'est encore pas produit en matière de nom » la dénomination de l'adopté. Par cet article l'adopté doit ajouter à son nom celui de l'adoptant (1).

La rédaction impérative de la loi « l'adoption conférera le nom » nous oblige à conclure que l'adopté ne pourrait se soustraire à cette obligation et également l'adoptant ne pourrait d'autre part l'en dispenser, même par une clause expresse (2).

Les tribunaux devraient refuser d'homologuer l'adoption si le nom de l'adoptant ne devait pas être ajouté à celui de l'adopté. Toutefois si ce dernier refusait après coup de se conformer à la disposition de l'article 347, il ne faudrait pas aller jusqu'à dire que la nullité pourrait être demandée (3).

Si l'adoption est faite par une femme mariée ou par une veuve, ce n'est pas le nom de son mari, c'est son nom de famille à elle, que l'adopté ajoute à son nom propre. La femme mariée, en effet, n'a pas le pouvoir de

1. Art. 347 C. civ.

L'adoption conférera le nom de l'adoptant à l'adopté; en l'ajoutant au nom propre de ce dernier.

2. Aubry et Rau. *Droit civil français*, t. VI, § 560, p. 137. — Bordeaux, 4 juin 1862 (S. 63-2, p. 6).

3. Demolombe. *Cours de droit civil*, t. VI, n^o 145. — Aubry et Rau. *Droit civil français*, t. VI, § 560, note 10.

transmettre le nom de son mari (1). Toutefois on est d'accord à admettre qu'une autorisation du gouvernement, obtenue conformément à la loi du 11 germinal an XI, pourrait accorder à l'adopté l'addition du nom du mari, légalement porté par sa femme.

Au cas où deux époux adoptent conjointement la même personne, ce que permet l'article 344 du Code civil (2). Quelques auteurs avancent qu'alors l'adopté devra joindre à son nom le nom respectif des deux adoptants, conséquence qui découle de l'article 347 disant : l'adoption conférera à l'adopté le nom de l'adoptant. Si donc il y a deux adoptants, il faut aussi ajouter les deux noms.

Mais nous pensons que l'article 350 du Code civil fournit au contraire un argument de simplification. Cet article assimile, en effet, au point de vue des droits successoraux, l'enfant adoptif à l'enfant légitime (3). Or, l'enfant légitime ne porte que le nom de son père ; pourquoi en faire porter trois par l'enfant adoptif ? D'autant plus que nous pouvons supposer que l'article 347 du Code civil n'envisage pas l'hypothèse de l'adoption par deux conjoints.

Tous les auteurs sont d'accord à admettre que le nom de l'adopté, modifié ainsi par le fait de l'adoption, pas-

1. Demolombe. *Cours de droit civil*, t. V, n° 145, p. 135.

— Aubry et Rau. *Droit civil français*, t. VI, § 560, p. 137.

— Zachariæ. *Droit civil français*, t. I, note 3, p. 352.

2. *L'art. 344. C. civ.*

« Nul ne peut être adopté par plusieurs, si ce n'est pas deux époux. »

3. *Art. 350 C. civ.*

sera nécessairement à tous ses enfants à venir. Si lors de l'adoption il a déjà des enfants, la question de savoir si ces enfants prendront le nouveau nom de leur père est très discutée.

M. Bouvy pense que les enfants nés antérieurement à l'adoption doivent avoir le droit d'opter entre l'ancien et le nouveau nom de leur père (1). A propos de cette opinion on fait remarquer qu'elle laisse la dénomination des personnes à la merci d'un sentiment de vanité, qui accepterait un nom connu ou célèbre et repousserait un nom insignifiant ou obscur.

L'opinion de M. Coste est que l'effet de l'adoption s'étend même aux enfants de l'adopté nés avant l'adoption et qu'il y a lieu de ce chef à la rectification de leurs actes (2).

Un jugement du tribunal de Bruxelles, du 23 février 1884 a décidé dans le même sens.

Apparaît ici l'avis de M. Demolombe qui dit que les enfants nés antérieurement à l'adoption conservent le nom du père non modifié. Toutefois remarquons que, lorsqu'il s'agit de changement de nom par autorisation gouvernementale, M. Demolombe estime que les enfants nés avant l'obtention du changement, prennent le nouveau nom (3). D'où nous voyons que dans le premier

1. Bouvy. *Des noms des personnes*, p. 61.

2. Coste. *Le nom des personnes*.

3. Demolombe, *Cours de droit civil*, t. VI, n° 141, p. 138

cas ce jurisconsulte donne une solution toute autre que celle qu'il donne dans le deuxième et justifie cette différence d'appréciation par ce fait, que dans le cas de concession gouvernementale le droit de faire opposition, appartenant aux enfants comme à tout intéressé, leur serait un moyen de s'opposer au changement, moyen qui leur manque dans le cas d'adoption.

A notre avis cet argument n'est pas à l'abri de toute critique, car, si le droit d'opposition de la part des enfants ne trouve pas d'application dans le cas d'adoption, ils peuvent néanmoins recourir à la voie gouvernementale, s'ils veulent échapper à l'imposition d'un nom qui pourrait choquer leur amour-propre ou léser leurs intérêts ; aussi nous pensons qu'une règle unique doit solutionner ces deux questions.

Notre avis est que le changement du nom du père devrait seul être étendu aux enfants mineurs ; quant aux enfants majeurs, lors du changement, ils devront eux-mêmes former une requête, s'ils optent pour le nouveau nom, au cas contraire conserveront le nom non modifié.

Nous appuyons notre opinion sur le fait que l'enfant majeur n'est plus sous la puissance paternelle, tandis que l'enfant mineur s'y trouve et doit par conséquent suivre toutes les évolutions de l'état civil de son père.

4° ACQUISITION DU NOM PAR LE MARIAGE

La question qui se pose est de savoir si la femme ma-

riée prend le nom du mari aux lieu et place de son nom de famille. Dans la loi il n'existe aucun texte formel qui tranche cette question ; aussi la doctrine a cherché à en donner une solution, mais les auteurs, à ce sujet, sont loin d'être d'accord.

Quant à la jurisprudence jusque maintenant, elle ne s'est pas prononcée d'une manière précise.

Quelques auteurs, nous pourrions dire la majorité, tout en reconnaissant à la femme mariée l'usage du nom de son mari, soutiennent que légalement elle n'a droit qu'à son nom de jeune fille (1).

De tous les arguments invoqués par les adeptes de ce système, il s'en trouve deux qui attirent particulièrement l'attention :

La rédaction de l'article 57 du Code civil (2). En effet, disent-ils, le législateur par l'expression « les noms des père et mère » laisse entendre qu'ils portent des noms différents. Quant à l'usage de donner à la femme le nom du mari, il faut le considérer comme une pratique dépourvue de toute valeur légale.

Le deuxième argument est tiré du fait que dans certains cas la femme transmet son nom de famille ainsi :

1. Planiol. *Traité de droit civil*, t I, n° 390 et suiv., p. 148.

2. *Art. 57 C. civ.*

« L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant, et les prénoms qui lui seront donnés ; les prénoms, *noms*, profession et domicile des père et mère... »

En cas d'adoption par une femme mariée ou veuve, l'adopté ajoute à son nom propre celui que la femme portait étant jeune fille et non celui de son mari. Lorsque dans une action en désaveu le mari triomphe, l'enfant désavoué prend également le nom de jeune fille de la mère. D'où cette transmission de nom de famille implique sa conservation par la femme mariée.

Les auteurs, contraires à ce système, qui donnent à la femme mariée un droit légal sur le nom du mari, disent que l'article 57 du Code civil est faussement interprété, car le législateur en exigeant dans l'acte de naissance le nom de jeune fille de la mère à côté de celui du mari, n'a eu nullement en vue la question du nom, mais, la naissance d'un enfant légitime créant des droits et des devoirs entre le nouveau-né et ses deux familles, paternelle et maternelle, le législateur a considéré de toute nécessité d'indiquer, dans l'acte de naissance de l'enfant, les noms de ses deux familles — cette indication pouvant lui être utile ne serait-ce qu'au point de vue successoral.

En ce qui concerne le deuxième argument, les contradicteurs admettent, en effet, que par le mariage la femme ne perd pas tout droit sur le nom de sa famille, mais ils ajoutent que cela ne prouve pas non plus qu'elle ait le droit de le porter ; la question est toute différente et on peut très bien, à leur avis, lui reconnaître certains droits sur ce nom tout en lui interdisant de le porter dans le mariage, ce qui est de règle par exemple en

Roumanie où le nom du mari s'impose à la femme (1), et c'est cependant son nom de jeune fille qu'elle transmet par l'adoption.

Notre avis sur cette question se rallie à la deuxième opinion : la femme mariée légalement n'a droit qu'au nom de son mari (2) parce que non seulement elle s'appuie sur la tradition, mais encore elle est d'accord avec l'esprit du législateur.

En effet, dans la loi du 6 février 1893 le législateur, sur la proposition du Conseil d'Etat (3), pour mettre fin à la controverse que soulevait le nom de la femme mariée, ajoute à l'article 299 que par l'effet du divorce chacun des époux reprendra l'usage de son nom (4).

Cette disposition ne prouve-t-elle pas que l'esprit du législateur était arrêté dans le sens que la femme acquiert par l'effet du mariage le nom du mari, et qu'il fallait faire intervenir un texte pour lui ôter l'usage après le divorce ? Pour nous l'affirmative s'impose.

Ce même esprit a encore, pensons-nous, guidé le

1. *Loi de 1895. Art. 7.*

2. Pothier. *Contrat de mariage*. Partie V, chap. II, parag. 401, p. 20.

3. La même proposition fut faite dix ans auparavant, à l'occasion de la discussion de la loi de 1884, par Laroche-foucault-Bisaccia, mais fut rejetée par la Chambre comme inutile.

4. *Art. 299 C. civ.*

AL. 2. « Par l'effet du divorce, chacun des époux reprend l'usage de son nom. »

législateur dans la modification de l'article 311, lorsqu'il impose à la femme séparée de corps l'obligation de s'adresser aux tribunaux, pour se défaire du nom du mari, ainsi que dans le droit accordé aux tribunaux de s'y opposer, la loi disant : le jugement « peut » interdire et non « doit » (1).

On pourrait peut-être penser détruire la valeur de notre argument tiré du texte de l'article 311, partie relative au nom de la femme séparée, en objectant qu'une disposition analogue existe, dans le même article, à l'égard du nom du mari, ce qui ne nous fait cependant pas conclure que le mari a légalement droit au nom de sa femme.

Nous répondons que dans la rédaction même du texte qui porte « *dans le cas où* » on voit que le législateur en parlant du nom du mari n'a eu en vue qu'un seul état de fait qui ne constitue pas un droit. Il en résulte donc que le législateur lui-même fait cette différence entre le droit reconnu de la femme sur le nom de son mari et la tolérance pratique en vertu de laquelle le mari joint à son nom celui de la femme.

1. Art. 311 C. civ.

AL. 1. Le jugement qui prononce la séparation de corps ou un jugement postérieur *peut* interdire à la femme de porter le nom de son mari, ou l'autoriser à ne pas le porter. *Dans le cas où* le mari aurait joint à son nom le nom de sa femme celle-ci pourra également demander qu'il soit interdit au mari de le porter.

Il nous reste donc à voir dans ce chapitre ce que devient le nom de la femme qui a divorcé, de celle qui se trouve séparée de corps et enfin le nom de la femme veuve.

La *femme divorcée* perd le droit au nom de son mari par l'effet du divorce et cela toujours, sans se préoccuper contre qui le divorce a été prononcé. Toute discussion sur ce point a été tranchée, comme nous l'avons dit, par la loi du 6 février 1893 (1).

En cas d'annulation du mariage la femme perd nécessairement le droit au nom du mari.

S'il s'agit d'un mariage putatif, il doit être assimilé au divorce.

Pour la *femme séparée de corps* le législateur s'inspirant du principe que la séparation de corps, à la différence du divorce, ne fait que relâcher le lien créé par le mariage, sans le rompre — a consacré dans l'article 311 du Code civil, le principe de la survivance du nom marital, en laissant toutefois aux tribunaux le soin de juger, suivant les circonstances, s'il convient d'autoriser la femme à ne plus porter le nom du mari, ou, au contraire, s'il convient de le lui interdire (2).

Ces dispositions sont applicables à la femme comme au mari. Dans certaines régions de France il est de

1. Art. 299 C. civ.

Al. 2. — Texte cité, p. 63.

2. Art. 311 C. civ.

Al. 1. — Texte cité, p. 64.

coutume, surtout parmi des commerçants, d'adjoindre au nom du mari celui de sa femme. Mais, comme nous l'avons dit, il ne faut voir dans cette coutume qu'une simple tolérance et non un droit.

Quant au nom de la *femme veuve* pour tout le monde le nom du mari défunt lui demeure acquis, à condition que l'énonciation en soit précédée de la mention « veuve ».

M. Coste, tout en reconnaissant cet usage, que des motifs d'humanité et de convenance suffiraient à justifier, garde la conviction qu'il est impossible de le justifier en droit (1). Car, dit-il, les effets civils du mariage ne sauraient durer plus que le mariage lui-même. Or, qu'importe au juriste le mode d'extinction du mariage, qu'il s'appelle divorce ou mort. Ce sont pour lui deux événements différents dans leur nature, mais égaux dans leurs effets (2).

Contrairement à M. Coste, nous croyons que la femme veuve continue à porter le nom de son défunt mari, non par simple tolérance, mais en vertu d'un droit qui découle de l'esprit de la loi. En effet, nous avons vu que la femme mariée possède à l'égard du nom de son mari un droit légal fort différent du simple droit d'usage.

1. Coste. *Le nom des personnes au point de vue civil*.

2. *Art. 227 C. Civil.*

« Le mariage se dissout :

1° Par la mort de l'un des époux ;

2° Par le divorce légalement prononcé ».

Il eût donc fallu, pour priver la femme veuve de ce droit, une disposition semblable à celle qui frappe la femme divorcée dans l'article 299 du Code civil (1). Nous en concluons de ce manque de texte que la femme veuve garde toujours le droit au nom de son défunt mari.

Toutefois si elle convole en secondes noces, ce bénéfice lui sera ôté, en vertu de la règle qui veut que la femme mariée prenne le nom de son mari.

ACQUISITION DU NOM PAR L'AUTORISATION
DU GOUVERNEMENT

Nous ne ferons que signaler ici ce mode d'acquisition du nom, en nous réservant de nous étendre longuement lorsque nous traiterons cette question dans le droit roumain.

1. *Art. 299 C. civ.*

Al. 2. Texte cité, p. 63.

CARACTERES JURIDIQUES DU NOM

1) LE NOM EST HORS COMMERCE

Dans la doctrine, ainsi que dans la jurisprudence, il est unanimement admis que le nom est hors de commerce, qu'il est inaliénable et qu'il ne peut s'acquérir ni par contrat, ni par succession (1).

De l'inaliénabilité du nom il s'en suit que toute convention, ayant pour but le transfert d'un nom, est nulle pour défaut d'objet (2) et cela dans tous les cas : qu'elle porte soit sur la cession définitive, soit sur la cession temporaire (3).

Les conventions de ce genre étant, en raison de leur nullité, dépourvues de tout effet, le prix convenu, au cas où elles auraient été conclues à titre onéreux, ne pourrait être réclamé.

D'autre part, celui qui aurait consenti à ce qu'un

1. H. Salveton. *Le nom en droit romain et en droit français*. Paris, 4 déc. 1863 (D. 64. 2. 12).

2. Art. 1128 C. civ.

3. Paris, 4 décembre 1863 (D. 64. 2. 12).

tiers fasse usage de son nom, aurait toujours la faculté de revenir sur la convention.

Toutefois il ne pourra réclamer des dommages-intérêts pour la période qui aurait précédé le retrait de son consentement, car il se serait volontairement causé ce préjudice (1).

M. Perreau, dans un article paru dans la *Revue critique*, dit que la cession de nom ne peut dans aucun cas le transmettre ; toutefois, ajoute-t-il, si la convention est faite de bonne foi, elle pourrait être assimilée à une renonciation du cédant à l'action en usurpation. Cette opinion s'appuierait sur une jurisprudence du Conseil d'Etat, qui admet la validité des renonciations au droit de former opposition aux changements de nom (2).

Du principe de l'inaliénabilité du nom il découle encore que les actions qui servent à exercer ou à garantir le droit au nom sont elles-mêmes hors du commerce et aucune convention ne peut intervenir à leur égard.

Par suite le droit pour une famille de s'opposer à ce qu'un tiers porte le nom de cette famille et d'en demander la suppression dans son acte de naissance, ne peut être considéré comme compris dans la cession que les héritiers auraient faite de leurs droits successifs à une personne étrangère à la famille du défunt (3).

1. L. Humblet. *Traité de noms*, n° 245 et suiv.

2. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1900, p. 548 et suiv. *Conseil d'Etat*, 26 juin 1822.

3. *Bruxelles*, 5 août 1854 (D. 55. 2. 247).

La question se pose de savoir quelle est la nature juridique de la condition testamentaire imposant le changement de nom.

Merlin fait d'une pareille condition une clause toujours nulle (1).

Quant à la jurisprudence elle voit dans cette clause une condition mixte dépendant de la volonté du légataire et de la volonté de l'Etat (2).

Nous pensons qu'il faudrait lier la nature juridique de la condition à l'intention du testateur.

Si de l'intention du testateur ne découle pas au légataire l'obligation de recourir à la voie administrative la condition est nulle, comme ayant un objet impossible et tombe sous le coup de l'article 900 du Code civil (3).

Si, au contraire, la condition se ramène à ce que le légataire demande et obtient du gouvernement l'autorisation de changer de nom, la condition est licite : si le gouvernement donne l'autorisation, la condition est réalisée, s'il ne l'accorde pas, la condition est défaillie et le legs tombe tout entier.

Quid si le testateur n'a imposé aucun délai pour le changement du nom ?

1. Merlin. *Répertoire de jurisprudence. Promesse de changer de nom*, t. XIII, p. 425.

2. *Cass.*, 4 juillet 1836. (S. 36. 1. 642).

3. *Art. 900 C. civ.*

« Dans toute disposition entre vifs ou testamentaire, les conditions impossibles, celles qui seront contraires aux lois ou aux mœurs seront réputées non écrites. »

Si aucune contestation ne se produit la condition ne sera défaillie qu'à la mort du gratifié.

Si une contestation se produit, les tribunaux mettront l'intéressé en demeure de former une demande en changement de nom et lui accorderont un délai pour ce faire.

Il a même été jugé que la condition est réputée exécutée si l'autorisation de changer le nom n'a été demandée qu'après la mort du légataire par ses héritiers, si ce légataire a porté, de fait, le nom du testateur (1).

2) LE NOM PEUT S'ACQUÉRIR PAR LA PRESCRIPTION, MAIS
IL NE PEUT PAS SE PERDRE

L'imprescriptibilité du nom est le sujet de beaucoup de discussions.

La jurisprudence adopte un système intermédiaire entre celui de l'imprescriptibilité et celui de la prescriptibilité : le nom est insusceptible de se perdre par le non usage (2), mais il peut fort bien être acquis par le long usage (3).

M. Coste critique ce système : il faut, dit-il, admettre

1. *Cass.*, 21 août 1848 (D. 48.1.223).

2. *Toulouse*, 15 mars 1893 (D. 93.2.332). — *Limoges*, 22 juillet 1895 (D. 97.2.163).

3. *Paris*, 4 déc. 1863 (D. 64.2.12). — *Cass.*, 19 novembre 1891 (D. 93.1.244).

ou rejeter complètement la prescriptibilité du nom. A son avis l'imprescriptibilité s'impose, en avançant que c'est la conséquence nécessaire de la non-commercialité du nom (1).

Un autre auteur, M. Tournade, soutient le système de la prescriptibilité du nom, tant extinctive qu'acquisitive (2). Il dit que, dans l'impossibilité de remonter à l'origine du nom, il n'y a aucune raison pour s'arrêter aux intermédiaires ; il faut remonter à l'origine si l'on peut, ou s'en tenir à ce qui existe quand on ne le peut pas.

Pourquoi, dit-il, m'appellerais-je Y, comme au xvii^e siècle, plutôt que de m'appeler X, comme le porte mon acte de naissance, car, si je prouve bien que ma famille s'appelait X au xvii^e siècle, je ne prouve pas qu'elle ne s'appelait pas Z au xv^e. Il est même certain que ma famille ne s'est pas toujours appelée Y.

1. Coste. *Le nom des personnes au point de vue civil.*

Art. 2226 C. civ.

« On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce. »

2. Tournade. *Du nom de famille.*

M. Tournade se demande même si l'on peut dire que le nom réclamé est réellement légitime. On pourrait le dire s'il y avait dans notre histoire une époque à laquelle la loi eût conféré expressément à chaque individu un nom. Mais, écrit-il, il n'en fut pas ainsi.

A notre avis, nous croyons que l'interdiction de changer de nom, établie par l'ordonnance de 1855, combinée avec le principe de l'hérédité, peuvent être considérés comme l'origine niée par M. Tournade.

Notre opinion se rallie à la jurisprudence : le nom ne peut pas se perdre par le non usage.

A l'objection de M. Tournade, disant que pour être juste il faudrait remonter à l'origine du nom — ce qui est vrai en principe — nous répondons : si le nom actuel doit être remplacé par celui du xvii^e siècle c'est qu'il est certain que ce nom est le résultat d'un changement irrégulier, tandis que celui du xvii^e siècle, auquel nous prétendons, jusqu'à preuve du contraire, *doit être considéré comme le véritable*, car, à défaut de certitude, la raison est obligée de s'en tenir à la présomption.

Quant à la prescription acquisitive, nous admettons que le nom peut s'acquérir par l'usage, en laissant toutefois aux juges la faculté d'apprécier la valeur et la durée des faits de possession, sans qu'ils soient liés par les règles établies pour la prescription des droits en général, notamment la limite de trente ans, établie par l'article 2262 du Code civil (1).

3° LE NOM EN GÉNÉRAL CONSTITUE-T-IL UNE PROPRIÉTÉ ?

Il faut envisager les deux éléments constitutifs du nom : A) *Les prénoms* ; B) *Le nom patronymique*.

A. — *Les prénoms constituent-ils une propriété ?*

Dans l'étude des prénoms nous avons vu comment ils

1. Art. 2262 C. civ.

sont acquis à l'individu ; puis, nous avons également vu que l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor leur confère l'immutabilité (1). Il est toutefois à remarquer que ce caractère de fixité n'existe que dans les actes officiels, car dans les usages journaliers on ne s'attache pas à l'énumération des prénoms, lorsqu'il y en a plusieurs, on s'en contente généralement du premier.

Du fait que l'individu est tenu de porter les prénoms qui lui sont attribués et qu'il ne peut intenter aucune action en usurpation de ses prénoms, nous en concluons que *le ou les prénoms constituent pour le titulaire une obligation bien plus qu'un droit propre et à plus forte raison ne peuvent-ils être considérés comme propriété.*

B. — *Le nom patronymique constitue-t-il une propriété ?*

La doctrine est loin d'être en accord à ce sujet.

Quelques auteurs affirment la propriété du nom ; d'autres, au contraire, la repoussent complètement, tout en lui accordant une nature spéciale, mais sur laquelle leurs opinions diffèrent.

Cette question présente un grand intérêt dans la pratique, car, si le nom constituait un véritable droit de propriété, son usurpation pourrait être attaquée, par

1. *Loi du 6 fructidor an II.*

ART. 1^{er}. Texte cité, p. 16.

l'action en revendication, même au cas où elle ne causerait aucun préjudice à son légitime possesseur — tandis que dans le cas contraire, l'usurpation ne serait pas répréhensible par elle-même et seulement le dommage qui pourra en résulter pour le titulaire lui conférerait le droit de plainte.

La jurisprudence se prononce dans le sens que le nom patronymique est la propriété de la famille qui le porte (1). Toutefois il est à remarquer qu'elle n'est pas toujours fidèle à ce principe, car nombre de ses décisions sont motivées par l'existence d'un préjudice, ce qui ne serait pas nécessaire au cas de « propriété » (2).

Dans les auteurs qui admettent la propriété du nom nous voyons M. Salveton, lequel critique la jurisprudence qui ne suit pas toujours la voie de ce principe, que pourtant elle reconnaît car, dit-il, le droit de chacun sur son nom dans sa nature, dans son application et dans sa limitation même, est un véritable droit de propriété (3).

La jurisprudence, avons-nous vu plus haut, reconnaît que le nom patronymique est la propriété, non de l'individu en particulier, mais de la famille.

1. *Bordeaux*, 4 juin 1862 (S. 63. 2. 6), — *Paris*, 4 décembre 1863 (D. 64. 2. 12). — *Paris*, 16 mai 1900 (S. 1902. 2. 15). — *Cass.*, 10 novembre 1902 (S. 1903. 1. 505).

2. *Riom*, 2 janvier 1865 (D. 65. 2. 17), — *Rennes*, 20 avril 1880 (D. 80. 1. 198). — *Trib. civ. Seine*, 1^{er} août 1903 (D. 1904. 2. 4).

3. Salveton. *Le nom en droit romain et en droit français*.

Ce principe est, avec juste raison, fort critiqué. En effet, comment le concilier avec le droit actuel, qui ne reconnaît pas la famille comme personne morale ? Comment peut-on imaginer un droit dont le titulaire n'a pas d'existence juridique ?

Le nom constitue-t-il un droit individuel de propriété ? Beaucoup le pensent.

La justesse de cette opinion doit s'inspirer sur ce que le nom possède les qualités inhérentes à la propriété : *le droit de jouir et de disposer de la manière la plus absolue* (1).

C'est ce que nous allons examiner.

a) *Le droit de jouir.* — Le propriétaire du nom possède-t-il ce droit de la manière la plus absolue ? Non, car en vertu de ce droit le titulaire devrait pouvoir céder à autrui l'usage de son nom, tout en conservant la propriété. Or, il est partout admis que la cession de l'usage est interdite.

De plus, comment, pendant la vie du cessionnaire, le cédant se ferait-il appeler ? S'il garde toujours comme dénomination le nom qu'il a cédé, il n'a réellement rien cédé du tout.

Si, au contraire, il en prend un autre il y a changement de nom de sa part — chose interdite.

1. Art. 544. C. civ.

La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse un usage prohibé par les lois ou par les règlements

b) *Le droit de disposer.* — Peut-il au moins en disposer? second caractère essentiel de la propriété.

Ceux qui soutiennent la propriété du nom, tout en admettant la négative, ajoutent que l'idée de propriété se concilie avec celle d'inaliénabilité; d'ailleurs, disent-ils, ce ne serait pas le seul cas: les biens dotaux et substitués peuvent-ils être aliénés? et pourtant peut-on nier que leur détenteur juridique en soit le propriétaire? L'article 544 du Code civil indique que la propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, mais il ajoute « pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ». Or, on constate, par divers actes notariés, qu'à l'origine chacun avait la faculté de disposer de son nom à sa guise, de le changer, de le céder entre vifs ou par testament. L'ordonnance d'Amboise, dont la disposition fut renouvelée à diverses reprises, n'a fait qu'apporter au droit de propriété sur le nom une simple restriction, permise par la disposition finale de l'article 544 du Code civil.

Telle est leur argumentation.

Nous n'avons pour détruire tout cet échafaudage qu'à faire remarquer que l'inaliénabilité est toujours temporaire quand elle s'applique aux biens, dont il est question dans leur thèse et qu'en outre elle résulte d'une convention sans qu'elle soit de l'essence même de l'objet sur lequel elle porte — tandis que l'inaliénabilité du nom est perpétuelle et découle de son essence même.

Ils objectent encore que le nom est inaliénable, mais il est transmissible : l'enfant porte le nom de son père ; or, la transmission héréditaire n'existe qu'à l'égard des biens susceptibles de propriété.

La réfutation de cette objection n'est pas embarrassante.

Tout d'abord le nom se transmet non au décès du père, comme dans le cas ordinaire de succession, mais à la naissance de l'enfant ; de plus, dans cette transmission il n'existe pas de quotité disponible, dont le père pourrait disposer comme dans le cas de biens, car il ne peut absolument rien enlever du droit au nom que possède son enfant.

Nous venons donc de voir que les caractères de la propriété ne s'appliquent pas au nom et par conséquent il ne faut pas en employer le terme.

Voyons maintenant les opinions des auteurs qui, loin de reconnaître au titulaire un droit de propriété sur son nom, le considèrent plutôt comme une obligation :

Pour M. Planiol le nom est pour la personne qui le porte bien plus une obligation qu'un droit ; le nom est une institution de police civile ; il est la forme obligatoire de la désignation des personnes ; mais il n'est, à son avis, pas plus un objet de propriété que ne le sont les numéros matricules ; la loi l'établit beaucoup moins dans son intérêt que dans l'intérêt général (1).

1. Planiol. *Traité de droit civil*, t. I, n° 398, p. 152.

M. Labbé, d'autre part, nous dit que la jouissance du nom ne repose sur aucun droit et, ajoute-t-il, le droit de le porter se confond avec l'obligation de le subir. L'usurpation en est repoussée non en vue de faire respecter le droit d'autrui, mais uniquement comme une conséquence du principe qui interdit le changement de nom ; aucun droit ne pouvant être violé, aucune réparation ne pourra être exigée par le légitime successeur, sauf dans le cas où un préjudice pécuniaire ou moral en résulterait pour lui --- ce qui rentre alors dans le cas général prévu par l'article 1382 du Code civil (1).

Nous pensons que cette théorie est exagérée en ne reconnaissant dans le nom qu'une simple obligation de le porter, car s'il en était ainsi les membres d'une famille, qui ne portent pas le même nom, par exemple la femme mariée, ne pourraient s'opposer au décret concédant ce nom à autrui, ni empêcher un usurpateur d'en faire usage. Or, ce droit a toujours été reconnu (2).

Donc, à notre avis, *le droit au nom existe. Il ne peut être assimilé à aucun des droits reconnus par la loi ; il est d'une nature spéciale, qu'il conviendrait à la loi de reconnaître, afin d'éviter toute fausse interprétation.*

1. Labbé. Note, *Trib. de la Seine*, 15 févr. 1882 et 30 mars 1882 (S. 84. 2. 21).

Art. 1382 C. civ.

« Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

2. *Cass.*, 16 mars 1841 (S. 41. 1. 532),

Cons. d'Etat, 23 mars 1890 (D. 92. 3. 4).

Cass., 15 juin 1863 (D. 63. 1. 313).

LE NOM

Au point de vue de la loi civile roumaine

Notre étude sur le nom en droit roumain consistera surtout dans la comparaison entre notre droit et le droit français, concernant cette matière. Nous n'établirons pas la genèse du nom et ses diverses évolutions en Roumanie, ce qui nous entraînerait trop loin. Nous nous attacherons à faire remarquer les différences de textes et de jurisprudences de ces deux pays et nous nous étendrons plus particulièrement sur le changement de nom par autorisation gouvernementale, question sur laquelle nous avons passé rapidement en droit français. Nous analyserons également les principes sur lesquels repose la fixité du nom et les sanctions dont elle est entourée.

DÉTERMINATION DU NOM DES PERSONNES

Les éléments qui constituent le nom en Roumanie sont les mêmes qu'en France, c'est-à-dire : *le prénom* et *le nom de famille* ou *nom patronymique*.

Avant la loi de 1895 sur le nom, les habitants de la campagne n'étaient dénommés que par des prénoms (1), aussi pour leur permettre d'en constituer le deuxième élément, en espèce le nom patronymique, qui leur manquait, le législateur leur permit de s'en former un du nom de baptême de leur père, en y ajoutant une terminaison caractérisant les noms roumains, par exemple *escu*, *eanu*, *ici*, etc., à condition toutefois qu'ils ne soient pas des noms connus par l'histoire nationale.

Cette formalité s'accomplira par une simple déclara-

1. En Roumanie, quoique aujourd'hui les habitants de la campagne possèdent un état civil suivant les prescriptions du législateur, la coutume ancienne se continue et ils se dénomment entre eux avec leur nom de baptême suivi de celui de leur père précédé de la mention « fils » ou « fille », ainsi *Gheorghe* (Georges) dont le père est *Jon* (Jean) s'appellera *Gheorghe fiul lui Jon* (Georges fils de Jean).

tion qui sera inscrite à la mairie du lieu d'origine du requérant et transcrite en marge de son acte d'état civil (1).

1. *Loi de 1895.*

ART. 1^{er}. — Al. 3 : « Les habitants roumains de la campagne qui n'ont pas de nom patronymique conforme aux indications du paragraphe précédent, en pourront former un avec le nom de baptême de leur père, en y ajoutant une des terminaisons qui sont dans la coutume du pays, et ceci par simple déclaration enregistrée à la mairie de leurs pays d'origine et transcrite en marge de leur état civil. »

Al. 4. — « Le nom ainsi formé ne pourra être ceux des familles connues dans l'histoire nationale. »

LE PRÉNOM

Le projet de la loi de 1895, — inspiré probablement de la loi du 11 germinal an XI — interdisait, dans son article 2, le choix de prénoms autres que les noms existant dans les différents calendriers, ou les noms des personnages connus de l'histoire ancienne et le sanctionnait par le refus de l'officier de l'état civil d'inscrire dans l'acte de naissance des prénoms autres que ceux répondant aux conditions plus haut énoncées (1).

Cet article fut complètement modifié, lors de la discussion du projet, sur la proposition de M. Simu, qui voyait dans sa rédaction une source de contestations et de difficultés de fait (2), qui d'ailleurs se sont produites en France, comme nous l'avons déjà vu dans l'étude de la loi du 11 germinal an XI.

1. *Projet de la loi de 1895.*

ART. 2. « Le prénom ne pourra être pris que dans les différents calendriers ou dans l'histoire ancienne.

Les officiers de l'état civil ne pourront inscrire dans leurs registres les prénoms qui n'entrent pas dans les catégories ci-dessus ».

2. *Débats de la Chambre des députés. Moniteur officiel* du 26 janvier 1895, n° 28, p. 512.

L'article 2, ainsi modifié « aujourd'hui en vigueur » laisse toute liberté dans le choix des prénoms, interdisant simplement la prise comme prénoms des noms patronymiques (1).

Une personne qui verrait ainsi son nom de famille donné comme prénom pourrait, par la voie judiciaire, introduire une demande en suppression du prénom, en invoquant cet article 2.

Pour les enfants légitimes, en Roumanie comme en France, le choix et l'imposition des prénoms sont considérés comme un attribut de la puissance paternelle. Ils appartiennent donc au père ou à défaut à la mère.

En ce qui concerne l'enfant naturel, la doctrine Roumaine veut que sa mère, si elle est connue, donne le prénom à l'enfant naturel et elle ne reconnaît pas ce droit au père naturel.

Si la mère est inconnue, l'enfant est traité comme s'il était « trouvé ».

Dans le cas de l'enfant « trouvé » l'article 44 du Code civil, (2) ainsi que l'article 6 de la loi de 1895, dit qu'il sera prénommé, sans spécifier si c'est par l'officier de l'état

I. La loi de 1895.

ART. II « On ne pourra prendre comme prénom les noms patronymiques de famille ».

2. Art. 44, C. civil.

Al. 2.—L'officier de l'état civil en dressera immédiatement un procès-verbal détaillé, lequel comprendra l'âge apparent de l'enfant, son sexe, le nom qui lui sera donné et l'autorité civile à laquelle il sera confié.

civil ou par le déclarant (1). Le mutisme de la loi sur ce point laisse toute liberté aux coutumes locales, qui procèdent comme en France.

L'article 57 fr. porte dans sa rédaction *prénoms* au pluriel, toutefois il laisse la liberté de n'en donner qu'un seul, mais c'est ce qui est l'exception. En Roumanie, au contraire, l'article 43 contient le mot *prénom* au singulier, sans défendre quoique ça d'en donner plusieurs. Aussi ce qui constitue en France la règle devient l'exception en Roumanie et *vice-versa* (2).

Les cas autres que ceux plus haut analysés, c'est-à-dire l'inexactitude dans la déclaration du prénom, le refus du déclarant à prénommer immédiatement, étant résolus comme en France, nous ne nous étendrons pas sur ces cas.

1. *Loi de 1895.*

ART. 6. « Les enfants nés de parents inconnus seront inscrits par l'officier de l'état civil sous deux prénoms, dont le dernier servira de nom patronymique ».

2. *L'art. 57 fr. Texte cité.*

ART. 43, *C. civil.* « L'acte de naissance énoncera avec clarté le jour, l'heure, le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, le prénom qui lui sera donné au baptême, ainsi que le nom de famille, la profession ou le métier et le domicile du père, de la mère et des témoins. »

LE NOM DE FAMILLE OU PATRONYMIQUE

Les modes par lesquels on acquiert en Roumanie le nom patronymique sont les mêmes qu'en France.

Nous allons rapidement passer en revue ces divers modes en nous bornant à signaler les différences d'interprétation, puis nous nous étendrons plus longuement sur l'acquisition du nom par l'autorisation gouvernementale, question que nous n'avons fait qu'effleurer dans le droit français.

ENFANT LÉGITIME OU LÉGITIMÉ

L'article 4 de la loi de 1895 dit formellement qu'ils porteront le nom de leur père (1). La limpidité de ce texte ne peut donc faire soulever en Roumanie les contestations qui règnent en France à ce sujet.

1. *Loi de 1895.*

ART. 4. « Les enfants légitimes et les enfants légitimés par le mariage, porteront le nom patronymique de leur père ».

ENFANT NATUREL

Si la mère naturelle est connue, quoique la loi ne le spécifie pas, tous les auteurs reconnaissent que l'enfant naturel a droit au nom de sa mère (1), conséquence des articles 652 et 677 du Code civil, qui, à l'égard de la mère, assimilent l'enfant naturel, au point de vue successoral, à l'enfant légitime (2).

Quant au nom du père naturel il y a controverse :

Certains auteurs admettent que l'enfant naturel n'a aucun droit sur le nom du père, ce qui a été confirmé par la Cour d'appel de Bucarest le 10 novembre 1900 (3).

D'autres, au contraire, accordent à l'enfant naturel le droit de porter le nom de son père. Ils puisent leur principal argument dans le silence du Code civil roumain et de la loi de 1895 sur ce point. Le législateur de 1865, disent-ils, ne reproduisant pas la disposition

1. Alexandresco. *Droit civil roumain*, p. 249.

2. Art. 652 C. civ.

« Les enfants naturels, en ce qui concerne la succession de leur mère et de ses collatéraux, sont assimilés aux enfants légitimes et *vice-versa*... »

ART. 677. « Les enfants naturels, même si le mariage était prohibé entre leur mère et leur père, succèdent à leur mère, aux ascendants et aux collatéraux de la mère, comme les enfants légitimes.

3. Bucarest, 10 novembre 1900 (*Curierul judiciar din*, 1900, n° 80.)

du Code Calimach, qui défendait à l'enfant naturel de porter le nom de son père (1), a voulu certainement s'éloigner de l'esprit de ce Code, qui était une importation étrangère pour revenir à nos anciennes traditions qui permettaient à l'enfant naturel de porter le nom de son père (2).

Quant à nous, nous inclinons pour l'esprit de la décision de la Cour de Bucarest et cela parce que le législateur ne reproduit pas, en ce qui concerne le père naturel, la disposition relative à la mère naturelle.

ENFANT TROUVÉ

L'officier de l'état civil inscrira les enfants trouvés, dit l'article 6 de la loi de 1895, sous deux prénoms, dont le dernier servira de nom patronymique (3).

La rédaction de cet article, différente de celle de l'article 58 du Code français (4), supprime la controverse née dans la doctrine française, sur le point de savoir

1. *Code Calimach. Art. 220.*

2. M. Budisteanu, conseiller à la Cour d'appel de Bucarest, a fait opinion à part, à l'occasion du procès entre le Prince Georges Bibesco et M^{me} Teofila de Bacenschy.

Les enfants naturels, à son avis, peuvent prendre le nom du père, mais en l'ajoutant toutefois à celui de la mère, afin de les différencier des enfants légitimes. (*Curierul judiciar*, 1900, n° 80.)

3. *Loi de 1895.*

Art. 6. Texte cité, p. 84.

4. *Art. 58 fr.*

Al. 11. Texte cité.

s'il faut imposer à l'enfant trouvé seulement des prénoms ou des prénoms accompagnés d'un nom patronymique.

Le législateur roumain s'exprime catégoriquement dans le sens qu'il ne faut lui donner que deux prénoms.

ENFANT ADOPTÉ

L'article 5 de la loi sur le nom indique que l'adopté ajoutera à son nom patronymique celui de l'adoptant, conformément aux dispositions de l'article 312 du Code civil, qui permet « ce qui n'existe pas en France » à l'adopté de faire précéder son nom de celui de l'adoptant si des conventions particulières le prescriraient (1).

De même qu'en France, ceci constitue une obligation, de sorte que ni la volonté de l'adopté ni celle de l'adoptant ne pourrait les en soustraire.

Si l'adoption est faite par une femme mariée, sans que son mari adopte la même personne, l'adopté recevra le nom que la femme avait comme jeune fille,

1. *Loi de 1895.*

Art. 5. « L'enfant adopté ajoutera à son nom patronymique celui de l'adoptant conformément aux dispositions de l'article 312 du Code civil. »

Art. 312 C. civ.

L'adoption donnera à l'adopté le nom de famille de l'adoptant, qu'il ajoutera à son véritable nom, pouvant toutefois mettre le nom de famille de l'adoptant même devant son véritable nom de famille s'ils l'ont convenu ainsi. »

parce qu'elle n'a le pouvoir de transmettre le nom de son mari. Nous avons vu que la même solution est admise en France.

Au cas où deux époux adoptent conjointement la même personne — ce qu'autorise l'article 310 du Code civil — nous croyons, en ce qui concerne le nom de l'adopté, qu'en Roumanie s'impose la même solution qu'en France, vu qu'un texte analogue à l'article 350 fr. existe dans le Code roumain : article 315 (1).

Du principe que la femme mariée ne peut disposer du nom de son mari, la Cour de Bucarest a conclu, avec raison à notre avis, que si la femme après la mort du mari ait accouché d'un enfant, œuvre d'un concubinage, cet enfant portera le nom de jeune fille de la mère (2).

Il en est ainsi en cas de désaveu de la part du mari : l'enfant portera le nom que la mère avait avant son mariage.

Aucun texte spécial ne traitant la question de savoir

1. *Art. 310 C. civil.*

« Nul ne peut être adopté par plusieurs, si ce n'est par deux époux. »

Art. 350 fr.

Art. 315 C. civ. « L'adopté n'acquerra aucun droit de successibilité sur les biens des parents de l'adoptant ; mais il aura sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que ceux qu'y aurait l'enfant né en mariage, même quand il y aurait d'autres enfants de cette dernière qualité nés depuis l'adoption. »

2. *Bucarest, 18 novembre 1899* (Dreptul din, 1900, n° 5).

si le nom modifié de l'adopté doit se transmettre à ses enfants, il y a en Roumanie également les discussions soulevées en France.

Quant à notre opinion, elle est naturellement la même que celle que nous avons exposée à ce sujet dans le droit français.

FEMME MARIÉE

L'article 7 de la loi sur le nom, visant le nom de la femme mariée, ne peut pas présenter d'équivoque. En effet, il dit que la femme mariée prendra le nom patronymique de son mari.

Nous voyons par là que les discussions soulevées en France à ce propos ne peuvent se produire en Roumanie.

En cas de mariage putatif la même solution est admise en Roumanie qu'en France. Quoique la bonne foi n'existerait que du côté d'un seul conjoint, le mariage produira ses effets à l'égard des enfants, leur transmettant en outre le nom du père (1).

FEMME DIVORCÉE

Les solutions admises en Roumanie sur ce sujet sont semblables à celles interprétées en France, ainsi :

1. *Art. 184 C. civ.*

« Si la bonne foi n'existe que de la part de l'un des deux époux, le mariage ne produit les effets civils qu'en faveur de cet époux, et des enfants issus du mariage. »

La femme divorcée perd le droit au nom de son mari par l'effet du divorce (1) et cela toujours sans se préoccuper en faveur de qui le divorce a été prononcé.

En cas d'annulation du mariage la femme perd forcément le droit au nom du mari.

S'il s'agit d'un mariage putatif, il doit être assimilé au divorce.

FEMME SÉPARÉE DE CORPS

Le régime de la séparation de corps n'étant pas admis en Roumanie, il en résulte qu'il ne peut pas se poser de question sur le nom de la femme séparée de corps.

FEMME VEUVE

Ici se pose la question de savoir si la femme veuve a le droit de garder le nom de son mari. Dans le droit français nous nous sommes ralliés pour l'affirmative ; dans le droit roumain, notre opinion sur ce sujet ne se base plus sur des hypothèses, mais sur un article du code. En effet, l'article 7 de la loi sur le nom dit que la femme mariée prendra le nom patronymique de son mari, nom qu'elle perdra par le divorce. Donc, sauf

1. *Loi de 1895.*

ART. 7. — « La femme mariée prendra le nom patronymique de son mari. Elle le perdra par le divorce ».

le cas de divorce, le droit de garder le nom de son mari lui est consacré.

Si la femme veuve convole en secondes noces, elle perdra ce droit en vertu de ce même article disant que la femme mariée doit toujours porter le nom de son mari.

ACQUISITION DU NOM
PAR L'AUTORISATION GOUVERNEMENTALE

La loi, de 1895, sur le nom, dans ses articles de 8 à 17, détermine les conditions générales à remplir pour être autorisé par le gouvernement à changer de nom.

Dans l'article 8 il est dit que toute personne qui désire changer son nom de famille, ou lui en ajouter un autre devra adresser une demande justifiée au Ministre de la Justice (1).

La demande donc peut avoir pour objet soit le changement du nom, pour en prendre un autre quelconque, soit une simple addition.

Pour obtenir cette faveur il faut invoquer des motifs sérieux, par exemple le désir de quitter son nom de famille s'il exprime une idée obscène, ou encore s'il est

I. *Loi de 1895.*

ART. 8. — « Toute personne qui, pour un motif valable, désire changer de nom patronymique ou lui en ajouter un autre, adressera une demande motivée au Ministre de la Justice. »

ridicule, ou porté par un individu qui se serait rendu coupable d'action déshonorante ; une demande d'addition s'appuyerait sur le fait que cette addition de nom est imposée par un testateur ou un donateur comme condition du legs ou de la donation.

La rédaction de l'article 8 qui dit que l' « intéressé » doit faire la demande, fait soulever le point de savoir si le père peut faire la demande pour son enfant mineur ou le tuteur pour son pupille.

Certains pensent que non, en considérant la question de nom tout à fait intime et personnelle.

Nous ne sommes pas de cet avis, car il peut se présenter des cas où l'intérêt pécuniaire du mineur est en jeu, par exemple dans le cas où ce changement de nom serait imposé à l'enfant comme condition d'une libéralité et exigé dans un délai déterminé qui expirerait avant la majorité de l'enfant.

La demande sera publiée en extrait dans le *Moniteur officiel* et dans trois des journaux les plus répandus de la Capitale, six fois, avec un intervalle d'un mois après chaque publication.

Cet extrait ne contiendra pas les raisons qui auront motivé la demande (1).

1. *Loi de 1895.*

ART. 9. « La demande sera publiée en extrait et sans contenir les motifs, six fois, à un mois d'intervalle, dans le *Moniteur officiel* et dans trois des journaux les plus répandus de la Capitale. »

Dans sa première rédaction la loi exigeait aussi la publication des motifs qui accompagnaient la demande en changement de nom.

M. B. Stefanescu Delavrancea s'éleva contre cette exigence en arguant que cette disposition bien souvent forcerait les enfants, qui demandent le changement du nom, rendu odieux par un acte criminel de leur père, à des souffrances non méritées, car, si, disait-il, les enfants peuvent pleurer et condamner dans leur conscience les fautes de leurs parents, ils ne peuvent pas les juger et les condamner en public sans accroître davantage leur souffrance (1).

La Chambre des députés se rendit aux justes observations de M. Delavrancea et l'article fut modifié en conséquence.

La demande est rendue publique afin que tous ceux qui auraient un intérêt à s'opposer à ce changement puissent faire opposition. L'alinéa 2 de l'article 9 leur donne comme délai, outre l'espace de temps pendant lequel les publications sont en cours, les trente jours qui suivent la dernière publication (2). Une fois ce délai passé aucune opposition ne sera plus admise.

1. *Débats de la Chambre des députés.*

Moniteur officiel du 28 janvier 1895, n° 29, p. 518.

2. *Loi de 1895.*

ART. 9. AL. 2. « De la date de la première publication dans le *Moniteur* jusqu'à la fin du trentième jour après la sixième publication court le délai pendant lequel les intéressés peuvent faire opposition. »

Au cas où les formalités de publication n'auraient pas été accomplies, la sanction de cet inaccomplissement est le classement sans aucune suite de la demande.

La publicité de la demande en changement de nom fait apparaître s'il y a des oppositions, ou si la demande ne rencontre pas d'obstacles.

A). *Il y a des oppositions.* — Dans ce cas toutes ces oppositions seront jugées, sans droit d'opposition ni de recours, par la Cour d'appel de Bucarest, la seule compétente en la matière (1).

Cette compétence spéciale a été donnée à une seule, afin d'éviter au demandeur en changement de nom les inconvénients résultant de compétences multiples, ce qui l'aurait obligé de se présenter devant les cours d'appels des lieux d'oppositions.

La préférence a été donnée à la Cour d'appel de Bucarest parce qu'elle siège dans le même lieu que le ministère de Justice, où il faut adresser la demande.

Si une ou plusieurs oppositions sont admises, la demande en changement de nom est rejetée de droit, sans que le Conseil des ministres puisse en décider autrement (2).

1. *Loi de 1895.*

ART. 10. — « Toutes les oppositions sont envoyées pour être examinées par la Cour d'appel de Bucarest qui, sur simple citation et d'urgence, statuera définitivement. La Cour, composée au minimum de cinq membres, jugera et sa décision est donnée sans droit d'opposition ni de recours. »

2. *Loi de 1895.*

ART. 11. — « Si une des oppositions a été reconnue valable,

B). *Il n'y a pas d'oppositions ou les oppositions ne sont pas admises.* — Dans ces cas le ministre de la Justice soumettra la demande devant le Conseil des ministres, qui, dans un délai de quinze jours, décidera de l'admission ou du rejet de la demande (1).

La décision du Conseil des ministres, quelle qu'elle soit, n'est pas motivée. Elle est définitive et doit être publiée dans le *Moniteur officiel* (2).

Au cas de rejet le demandeur ne pourra renouveler sa demande pendant les dix années qui suivront cette décision (3).

En cas d'admission, le bénéficiaire aura le droit de demander à l'officier de l'état civil la rectification de son nom sur les registres.

la demande de changement ou l'addition de nom est rejetée de droit ».

1. *Loi de 1895.*

ART. 12. — Après l'expiration du délai de six mois, prévu par l'article 9, pour les demandes contre les lesquelles il n'y a pas eu d'opposition et dans un délai d'un mois, après la réception du dossier renvoyé par la Cour conformément à l'article 11, pour les demandes contre lesquelles il y a eu des oppositions, le ministre de la Justice soumettra l'affaire au Conseil des ministres qui, dans un délai de quinze jours, décidera s'il admet ou rejette le changement ou l'addition de nom ».

2. *Loi de 1895.*

ART. 13. — « La décision du Conseil des ministres ne sera pas motivée. Elle est définitive. »

3. *Loi de 1895.*

ART. 14. — « La décision du rejet aura son effet durant dix années ; pendant ce temps le réclamant ne pourra faire de nouvelle demande en changement ou en addition de nom. »

Cette formalité accomplie, il sera tenu de porter le nom modifié et seulement à partir de ce moment-là (1).

La question de savoir si le changement de nom obtenu par un père de famille se transmet à ses enfants nés avant le moment du changement, est tranchée, par l'article 16 de la loi de 1895 sur le nom, dans le sens que seulement la femme et les enfants mineurs ont droit au nom modifié (2).

Nous avons admis la même solution en cas de changement de nom par le fait de l'adoption, ce point n'étant pas élucidé par un texte formel.

A.) 1. *Loi de 1895.*

Art. 15. « La décision d'admission donne, à celui qui a obtenu l'autorisation de changer de nom ou d'en ajouter un autre au sien, le droit de demander à l'officier de l'État civil la rectification de ses actes de l'état civil, rectification que ce dernier est tenu de faire.

« À partir de ce moment le réclamant portera son nouveau nom et il lui sera défendu de porter l'ancien. »

2. *Loi de 1895.*

Art. 16. « L'autorisation de changer de nom patronymique ou d'en ajouter un autre obtenue par le père de famille, ne s'étend qu'à sa femme et à ses enfants mineurs. »

Avant la loi de 1895, aucune prescription législative n'établissait d'une manière formelle la fixité du nom.

De l'esprit du Code civil de 1865, ressortait bien cette fixité, mais un article clair et formel n'existant pas il était facile de l'éluder — ce qui arrivait fréquemment. — On voyait par exemple des commerçants ayant fait faillite, changer de nom et recommencer d'autres opérations commerciales ; des individus condamnés, leur peine achevée, prenaient un autre nom, afin d'échapper aux rigueurs de la récidive ; des étrangers profitaient de cette non-fixité du nom pour changer le leur en un nom roumain, ou y ajouter une terminaison roumaine, ce qui leur permettait de passer pour citoyens roumains.

Pour remédier à cet état de choses, le législateur inscrivit, dans l'article 1^{er} de la loi sur le nom, qu'à partir de la promulgation de ladite loi, nul ne pourra porter d'autres noms que ceux sous lesquels il est inscrit sur les registres de l'état civil ou généralement connu — le tout sous les réserves prévues par la loi (1).

1. Loi de 1895.

Art. 1. Al. 11. — « A partir de la promulgation de la présente loi il est défendu de porter un nom patronymique autre que celui sous lequel on est inscrit dans les actes de l'Etat Civil, ou généralement connu — ceci sous les réserves prévues dans la présente loi. »

Par cette disposition nous voyons qu'en Roumanie furent établies les mêmes règles que celles en France, du 6 fructidor an II, établissant formellement la fixité du nom.

Quelle est la sanction de ce principe ? Qu'arriverait-il au cas où quelqu'un aurait pris un nom autre que celui auquel il avait droit par la loi de 1895 ?

Il nous faut ici le distinguer entre trois périodes : période antérieure à 1865 ; celle qui s'écoule de 1865 à 1895 ; enfin la période postérieure à la loi de 1895.

Tous les changements de noms opérés avant l'apparition du Code civil de 1865 sont maintenus. Le législateur de 1895 n'a pas cru devoir fouiller plus avant dans les registres de l'état civil.

Pour les changements de noms qui se seront produits dans l'intervalle qui sépare l'année 1865 à 1895 ; l'article 18 en autorise le maintien s'il n'y a nulle opposition et il spécifie que si une plainte en usurpation de nom est formulée contre une personne — formalité qui devra être remplie pendant les deux années qui suivront la promulgation de la présente loi — cette personne ne pourra invoquer comme moyen de défense ni la possession d'état, ni la prescription, ni les formalités qu'elle aurait faites en vue de donner une apparence légale à sa modification de nom, et pourrait se voir condamnée à délaisser le nom (1). Il y a exception pour le

1. *Loi de 1895.*

Art. 18. Al. 1.

« Celui qui, après la mise en application du Code civil,

cas où le nom a été formé du nom de baptême avec une terminaison roumaine, à condition toutefois qu'il ne soit pas un nom connu de l'histoire nationale (1).

Les formalités précitées — publication au *Moniteur*, demande adressée aux tribunaux, etc., — n'étant la conséquence d'aucune loi, ne peuvent avoir d'effets légaux.

La Cour d'appel de Bucarest saisie de la plainte, la juge ; si elle est trouvée fondée, la Cour ordonnera la rectification des actes de l'état civil et pourra même condamner le délinquant aux dommages intérêts (2).

Pour la période qui s'écoule après la loi de 1895 le législateur, dans l'article 20 dit que celui qui se serait

aurait changé ou modifié son nom patronymique, lui aurait ajouté un autre ou une terminaison, aurait pris un nom auquel il n'avait pas droit, même si ce nom est celui de la localité où il est né, où il a vécu, ou aurait porté un nom dans les conditions prévues à l'art. 6 de la présente loi, sans l'autorisation des personnes qui ont le droit de le porter — pourra être actionné, devant la Cour d'Appel de Bucarest, par les personnes dont il porte le nom, afin d'être obligé de délaisser ce nom et il ne pourra invoquer en sa faveur ni la possession d'Etat, ni la prescription, ni les formalités faites par lui, afin de donner une apparence légale à son changement de nom, par exemple : publication dans le *Moniteur* ou demandes au tribunal, qui, à défaut de la présente loi, ne pourraient avoir aucun effet légal. »

1. *Loi de 1895.*

Art. 18. Al. 3.

« Exception est faite pour les noms composés d'un nom de baptême et d'une terminaison, sauf le cas de noms connus dans l'histoire nationale. »

2. *Loi de 1895.*

Art. 18. Al. 4. « Au cas où l'usurpateur ne pourrait

approprié un nom auquel il n'a pas droit, pourra être poursuivi, après une sommation restée sans effet, devant les instances répressives, par celui qui a droit à ce nom.

Si la requête du demandeur est accueillie le nom du délinquant sera modifié et il pourra même être condamné, suivant les circonstances, de 500 à 2.000 francs d'amende.

En cas de récidive la peine pourra comporter jusqu'à six mois de prison (1).

Le Ministère Public a également la faculté de poursuivre ceux qui contreviendraient à la loi sur le nom (2).

Du fait que la loi autorise les personnes, qui se croi-

prouver que lui ou ses auteurs portaient le même nom, sans aucune modification, avant la mise en application du Code civil et que dès lors ils l'ont toujours porté, la Cour ordonnera la rectification de ses actes de l'état civil et pourra le condamner même aux dommages intérêts, d'après la demande de la partie intéressée. »

1. Loi de 1895.

Art. 20. « Au cas où l'usurpateur aurait pris un nom auquel il n'a pas droit, après la promulgation de la présente loi, on continuerait à porter un nom qui, conformément à l'article 18, a été décidé n'être pas le sien, pourra être poursuivi, après une sommation restée sans effet, de ceux dont le nom a été usurpé, devant les instances répressives et pourra être condamné à une amende de 500 à 2.000 francs. En cas de récidive l'usurpateur pourra être condamné même à la prison jusqu'à six mois. »

2. Loi de 1895.

Art. 22. « Le Ministère Public aura également le droit de poursuivre ceux qui contreviendraient aux dispositions de la présente loi. »

raient l'objet d'usurpation de nom, à s'adresser aux instances répressives, nous voyons qu'elle a fait de cette action un délit et non un crime, car seulement en matière de délits la partie lésée peut s'adresser ou au Parquet, ou directement aux instances répressives, tandis qu'en matière de crime elle ne peut que déposer plainte aux représentants du Parquet.

La rédaction de l'article 18 qui vise les changements de noms faits avant la loi de 1895 est beaucoup critiquée.

Certains auteurs voient dans cette disposition un effet rétroactif de la loi — chose qui est contraire aux principes du droit (1).

A notre avis, nous croyons qu'il ne faut voir dans la loi de 1895 sur le nom aucun caractère rétroactif, car, en permettant de demander la rectification des noms changés après la mise en vigueur du Code civil de 1865, elle n'a eu en vue que l'application stricte des principes contenus dans ledit Code, qui, comme nous l'avons vu, par la réglementation des actes de l'état civil, entendait en outre la fixité du nom. Ainsi donc, ceux qui avaient changé de nom après 1865 n'ont acquis sur ce nouveau nom aucun droit, puisqu'ils se l'étaient approprié contrairement aux principes de la loi.

1. *Art. 1 C. civ.*

CARACTÈRES JURIDIQUES DU NOM

Le législateur roumain de 1895 dans l'article 1^{er} reconnaît formellement que le nom patronymique constitue un droit *imprescriptible et inaliénable* (1).

Par là nous voyons que toutes les discussions, soulevées en France, à ce sujet, sont résolues en Roumanie.

Quant au point de savoir si le nom en général constitue une propriété, nous distinguerons d'abord, comme en France, les deux éléments constitutifs du nom.

A) *Le prénom.*

En ce qui le concerne nous admettons la même solution qu'en France : *il constitue plutôt une obligation qu'un droit.*

B) *Le nom patronymique.*

Le législateur a résolu la question de savoir si le nom patronymique constitue un droit : l'article 1^{er} spécifie catégoriquement l'affirmative,

1. *Loi de 1895.*

Art. 1. Al. I. « Le nom patronymique (de famille) constitue un droit imprescriptible et inaliénable et ne peut être changé, modifié ou ajouté que conformément aux prescriptions de la présente loi. »

Ce point donc est fixé.

Mais quel est le droit afférent au nom ? Est-ce un droit de propriété ?

Cette question présente en Roumanie le même intérêt qu'en France et y est aussi controversée que dans ce pays.

Nous croyons qu'il ne faut pas y voir un droit de propriété. Notre opinion s'appuie d'abord sur les considérations que nous avons émises à l'occasion de cette discussion en droit français, puis sur le fait que dans le projet de loi sur le nom, il existait le mot « propriété » qui fut rayé dans la suite, ce qui nous force à admettre que le législateur a délibérément écarté la nature de la propriété.

Vu : le président de la thèse,
PIÉDELIÈVRE

Vu : le Doyen,
CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
LIARD

TABLE DES MATIÈRES

I. — LE NOM AU POINT DE VUE DE LA LOI CIVILE FRANÇAISE

	Pages
<i>Introduction</i>	5
<i>Origine du nom</i>	7
<i>Le nom et son évolution en France</i>	10
<i>Détermination du nom des personnes</i>	23
<i>Le surnom</i>	25
<i>Le pseudonyme</i>	25
<i>Le prénom</i>	28
<i>Acquisition du nom patronymique</i>	41
1) Par la filiation.....	41
a) Filiation légitime.....	41
b) Filiation illégitime.....	43
2) Par la désignation de l'officier de l'état civil.....	55
3) Par l'adoption.....	57
4) Par le mariage.....	60
5) Par l'autorisation du gouvernement.....	67
<i>Caractères juridiques du nom</i>	68
1) Le nom est hors commerce.....	68

- 2) Le nom peut s'acquérir par la prescription,
mais il ne peut pas se perdre 71
- 3) Le nom ne constitue pas un droit de propriété 73

II. — LE NOM AU POINT DE VUE
DE LA LOI CIVILE ROUMAINE

<i>Détermination du nom des personnes</i>	83
<i>Le prénom</i>	84
<i>Acquisition du nom patronymique</i>	87
1) Enfant légitime ou légitimé	87
2) Enfant naturel	88
3) Enfant trouvé	89
4) Enfant adopté	90
5) Femme mariée	92
6) Femme divorcée	92
7) Femme séparée de corps	93
8) Femme veuve	93
<i>Acquisition du nom par l'autorisation gouverne- mentale</i>	94
<i>Sanction de la loi de 1895 sur le nom</i>	100
<i>Caractères juridiques du nom</i>	105

